

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 376

25 février 2011

SOMMAIRE

Accessio	18043	Fidelity International Real Estate Fund Company 3	18037
Agaka S.A.	18008	Fidelity International Real Estate Fund Company 4	18037
Agestalux	18007	Fidelity International Real Estate Fund Company 4	18038
Allianz Global Investors Fund	18022	Fidelity International Real Estate Fund Company 5	18038
ArcelorMittal Luxembourg	18040	Fidelity International Real Estate Fund Company 5	18038
ArcelorMittal Rodange et Schifflange	18004	Fidelity International Real Estate Fund Company 6	18039
ArcelorMittal Rodange et Schifflange	18004	Fidelity International Real Estate Fund Company 6	18039
Bienne SA	18047	Fidelity International Real Estate Fund Company 7	18040
Bluelux S.A., SPF	18007	Fidelity International Real Estate Fund Company 7	18039
Brevik Fund	18022	Galli S.A.	18010
Brevik Fund	18022	Helca S.A.	18016
Britanica Asset Management SA	18047	Hope Invest S.A.	18007
Buxan S.A.	18008	H.R.O. S.A.- SPF	18009
CBK EUR 12,5 Corporate Bond Fund	18022	Immobilière SCHLASSGOART (Groupe ARBED)	18040
Chevrotine S.A., SPF	18003	Laline S.A., SPF	18009
Ciba Specialty Chemicals Finance Luxem- bourg S.A.	18002	Lotus S.A.	18048
Defibresil S.A.	18009	Montefin S.A.	18006
Difter SA	18046	Moses S.A.	18002
Effepilux	18022	PBO	18043
Effepilux Sicav	18022	QS Direct SI 2 S.à r.l.	18010
Elite Invest S.A.	18046	QS Direct SI 2 S.à r.l.	18016
Ernst & Young Luxembourg	18047	Selectum SICAV - SIF	18003
Esther Eight S.à r.l.	18047	Smart-Invest	18046
Esther Eleven S.à r.l.	18047	Star Group S.A., société de gestion de pa- trimoine familial, "SPF"	18010
Esther Four S.à r.l.	18048	Tuscany Rig Leasing S.A.	18044
Esther Fourteen S.à r.l.	18048	Valauris Investments S.A.	18003
Euphrasie S.A., SPF	18008	Wilson Finance S.A., SPF	18005
Eurocash-Fund	18006		
Eurolux Real Estate S.A.	18002		
Europartners Multi Investment Fund	18005		
Fidelity International Real Estate Fund Company 2	18036		
Fidelity International Real Estate Fund Company 2	18036		
Fidelity International Real Estate Fund Company 3	18037		

Eurolux Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1220 Luxembourg, 196, rue de Beggen.
R.C.S. Luxembourg B 85.928.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra au siège social de manière extraordinaire le *16 mars 2011* à 15h15 et qui aura pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Lecture du rapport du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice clos au 31/12/2010.
2. Approbation des comptes annuels au 31/12/2010 et affectation du résultat.
3. Décharge à accorder aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Pour le Conseil d'Administration

Un administrateur

Référence de publication: 2011019886/607/17.

Moses S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur.
R.C.S. Luxembourg B 66.074.

Les actionnaires sont priés d'assister à :

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social L-1258 Luxembourg, 6, rue Jean-Pierre Brasseur, le *14 mars 2011* à 11 heures, pour délibération sur l'ordre du jour conçu comme suit :

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du Commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes au 31 décembre 2010
3. Affectation du résultat
4. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes
5. Renouvellement mandats administrateurs
6. Renouvellement mandat Commissaire
7. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011020525/9378/20.

Ciba Specialty Chemicals Finance Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 93.778.

All Shareholders and Bondholders are hereby convened to attend the

ORDINARY GENERAL MEETING

Which is going to be held at the registered office in Luxembourg, on *18 March 2011* at 11am, with the following agenda:

Agenda:

- reports of the Board of Directors and the Statutory Auditor;
- presentation and approval of the annual accounts as at 31 December 2010, allocation of results;
- decision to be taken with respect to Article 100 of the modified law of 10 August 1915 on commercial companies;
- discharge to the Directors and the Statutory Auditor;
- statutory elections;
- miscellaneous.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011027072/1017/17.

Valauris Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 83.977.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le *15 mars 2011* à 11.00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Acceptation de la démission d'un administrateur et décision à prendre quant à son remplacement
5. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
6. Divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023782/696/18.

Selectum SICAV - SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 153.724.

The Board of Directors convenes the Shareholders of SELECTUM SICAV-SIF to attend the

ANNUAL GENERAL MEETING

to be held at the registered office of the company on *18 March 2011* at 2.00 p.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Report of the Board of Directors and of the Authorized Auditor
2. Approval of the financial statements as at 31 December 2010
3. Allocation of results
4. Discharge to the Directors
5. Renewal of the mandate of the Authorized Auditor
6. Statutory elections.

The Shareholders are advised that no quorum for the statutory general meeting is required and that decisions will be taken by a simple majority of the votes cast. Proxies are available at the registered office of the Sicav. The Shareholders who wish to attend the Meeting must inform the Board of Directors (Fax nr: +352 49 924 2501) at least five calendar days before the Meeting.

Référence de publication: 2011027730/755/20.

Chevrotine S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 58.381.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *16 mars 2011* à 09.15 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011027521/1023/16.

ArcelorMittal Rodange et Schifflange, Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 10.643.

Les actionnaires de la société anonyme ArcelorMittal Rodange et Schifflange, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 10643 (ci-après, la "Société"), sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 17 mars 2011 à partir de 11 heures au siège social, 2 rue de l'Industrie, L-4823 RODANGE.

Les actionnaires sont invités à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Rapport du Conseil d'Administration et attestation du réviseur d'entreprises sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2010.
2. Approbation des comptes annuels clôturés au 31 décembre 2010.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs pour l'exercice 2010.
5. Nomination de nouveaux administrateurs.
6. Acceptation de la démission d'un administrateur.
7. Désignation d'un réviseur d'entreprises pour l'exercice 2011.
8. Divers.

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 27 des statuts. Il est rappelé aux actionnaires qu'en vertu de l'article 26 des statuts "Tout Actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait droit d'assister à l'Assemblée".

Ainsi, les propriétaires de titres nominatifs aviseront la Société six jours francs au moins avant la date de l'assemblée de leur intention de se prévaloir de leurs titres et se présenteront à l'assemblée munis de leurs certificats d'inscription nominative.

Les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres six jours francs au moins avant la date de l'assemblée, soit au siège social de la Société, soit dans l'un des établissements suivants au Luxembourg :

BNP PARIBAS BGL

BANQUE ET CAISSE D'EPARGNE DE L'ETAT

DEXIA-BIL S.A.

SOCIETE GENERALE BANK & TRUST S.A.

Les procurations éventuelles devront être déposées au siège social de la Société au plus tard le jeudi 10 mars 2011.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011025795/6257/38.

ArcelorMittal Rodange et Schifflange, Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 2, rue de l'Industrie.

R.C.S. Luxembourg B 10.643.

Les actionnaires de la société anonyme ArcelorMittal Rodange et Schifflange, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B-10643 (ci-après, la « Société »), sont invités à assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le jeudi 17 mars 2011 à partir de 12 heures au siège social, 2 rue de l'Industrie, L-4823 RODANGE.

Les actionnaires sont invités à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

Anticipation de perte de moitié du Capital de la société

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de se conformer aux dispositions de l'article 27 des statuts. Il est rappelé aux actionnaires qu'en vertu de l'article 26 des statuts «Tout Actionnaire peut se faire représenter à l'Assemblée Générale par un mandataire spécial, pourvu que celui-ci soit lui-même actionnaire et qu'il ait droit d'assister à l'Assemblée».

Ainsi, les propriétaires de titres nominatifs aviseront la Société six jours francs au moins avant la date de l'assemblée de leur intention de se prévaloir de leurs titres et se présenteront à l'assemblée munis de leurs certificats d'inscription nominative.

Les propriétaires de titres au porteur auront à effectuer le dépôt de leurs titres six jours francs au moins avant la date de l'assemblée, soit au siège social de la Société, soit dans l'un des établissements suivants au Luxembourg:

BNP PARIBAS BGL
BANQUE ET CAISSE D'ÉPARGNE DE L'ÉTAT
DEXIA-BIL S.A.
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE BANK & TRUST S.A.

Les procurations éventuelles devront être déposées au siège social de la Société au plus tard le jeudi 10 mars 2011.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011025794/6257/29.

Wilson Finance S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 49.380.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

qui aura lieu le *16 mars 2011* à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 30 novembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 30 novembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011027650/1023/16.

Europartners Multi Investment Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 33.790.

As a result of the absence of quorum during the Extraordinary General Meeting of Europartners Multi Investment Fund (the "Company") held on February 23rd, 2011 before Maître Hellinckx, notary in Luxembourg, the Shareholders are hereby convened to attend a

SECOND EXTRAORDINARY GENERAL MEETING

of the Company scheduled to take place on *March 30th, 2011* at 15:00 p.m. in the premises of Kredietrust Luxembourg S.A., 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

This second Extraordinary General Meeting of the Company will validly deliberate and decide without any quorum requirement, meaning regardless of the number of shares present or represented.

All Shareholders who wish to validly participate in this second Extraordinary General Meeting, must provide the Domiciliary Agent, Kredietrust Luxembourg S.A. at 11, rue Aldringen, L-2960 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a confirmation of their presence by *March 28th, 2011*. Shareholders who will not be physically present, must provide the Domiciliary Agent with a signed proxy by *March 28th, 2011*. As for bearer Shareholders, they must deposit their shares by *March 28th, 2011* with their bank or KBL European Private Bankers S.A., 43 Boulevard Royal, L-2955 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The agenda of this second Extraordinary General Meeting of the Company, remaining the same as the Extraordinary General Meeting held on February 23rd, 2011, consists of the following items:

Agenda:

- To dissolve the Company and to put the Company into liquidation;
- To appoint the company Deloitte S.A., 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, represented by Mr. Michael JJ Martin or Mr. Franz Prost as liquidator of the Company;
- To determine the powers to be given to the liquidator of the Company and its remuneration;
- Miscellaneous.

The Board of Directors of the Company is indeed of the opinion that it is unlikely that the assets of the Company will grow in a way that would make the Company viable over the long term. It is therefore the assessment of the Board of Directors of the Company that it will be in the best interest of the Shareholders to liquidate the Company allowing the net proceeds of realization of the Company's assets to be distributed to the Shareholders.

As a consequence of this decision of the Board of Directors, all costs associated with this forthcoming liquidation are covered by existing provisions made by the Company to meet disinvestment, operating, administrative and service expenses inherent to the liquidation (the "Liquidation Costs") as from February 7th, 2011.

All the sub-funds of Europartners Multi Investment Fund were closed for subscriptions as from February 7th, 2011. However Shareholders are still offered the possibility to redeem their shares free of charges (except Liquidation Costs). This offer will be valid until March 25th, 2011 before 17:00 p.m. (Luxembourg time)

The Board of Directors.

Référence de publication: 2011027611/755/39.

Montefin S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 47.153.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *15 mars 2011* à 13.00 heures, au siège social, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010.
3. Octroi d'un tantième.
4. Affectation des résultats au 31 décembre 2010.
5. Décharge aux administrateurs et au commissaire quant à l'exercice sous revue.
6. Divers.

Le conseil d'administration.

Référence de publication: 2011027688/29/18.

Eurocash-Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 4, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 45.631.

Gemäß Art. 22 ff. der Statuten laden wir die Aktionäre zur

ORDENTLICHEN JÄHRLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

ein, die am *9. März 2011* um 16:00 Uhr am Sitz der Gesellschaft stattfinden wird.

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrats und des Wirtschaftsprüfers über das am 31. Dezember 2010 abgelaufene Geschäftsjahr.
2. Genehmigung der Bilanz zum 31. Dezember 2010 samt GuV und Anhang sowie Beschlussfassung über die Gewinnverwendung.
3. Beschlussfassung über die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats.
4. Entlastung der Mitglieder des Verwaltungsrats für ihre Tätigkeit im abgelaufenen Geschäftsjahr.
5. Bestellung eines neuen Verwaltungsratsmitglieds.
6. Verlängerung des Mandats des Wirtschaftsprüfers.
7. Verschiedenes.

Zur Teilnahme an der ordentlichen Generalversammlung sowie zur Ausübung des Stimmrechts sind diejenigen Aktionäre berechtigt, die bis spätestens fünf Tage vor der Versammlung die Depotbestätigung eines Kreditinstituts bei der Gesellschaft einreichen, aus der hervorgeht, daß die Aktien bis zur Beendigung der Generalversammlung gesperrt gehalten werden. Aktionäre können sich auch von einer Person vertreten lassen, die hierzu schriftlich bevollmächtigt ist. Die Vollmachten müssen wenigstens fünf Tage vor der Versammlung am Sitz der Gesellschaft hinterlegt werden. Hinsichtlich der Anwesenheit einer Mindestanzahl von Aktionären gelten die gesetzlichen Bestimmungen.

Luxemburg, im Februar 2011.

Der Verwaltungsrat.

Référence de publication: 2011021378/1999/25.

Agestalux, Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 5.447.

Par la présente, le Conseil d'administration vous convoque à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

des actionnaires qui aura lieu, le vendredi 18 mars 2011 à 11h00 au siège de la société au 63-65, rue de Merl, L-2146 LUXEMBOURG, dans les bureaux de la fiduciaire Jean-Marc FABER, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport du liquidateur;
2. Nomination d'un commissaire à la liquidation;
3. Fixation de la date de l'assemblée de clôture de liquidation;
4. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011027756/780/16.

Hope Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 141.624.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

de la société qui se tiendra le 9 mars 2011 à 15.30 heures au siège avec pour

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31/12/2010
3. Affectation des résultats au 31/12/2010
4. Quitus aux Administrateurs et au Commissaire
5. Divers

Pour assister à cette Assemblée, Messieurs les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au Siège Social.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011022596/18.

Bluelux S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 143.342.

Les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 8 mars 2011 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011023252/833/18.

Buxan S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 27.303.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 09.03.2011 à 11H00 au 4, rue Tony Neuman L-2141 Luxembourg et qui aura pour ordre du jour :

Ordre du jour:

- rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
- approbation du bilan et du compte pertes et profits arrêtés au 31.12.2010
- affectation du résultat
- quitus aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes
- nominations statutaires
- divers

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011023259/560/17.

Euphrasie S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 134.032.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 8 mars 2011 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011023253/833/18.

Agaka S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 127.350.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2011 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023761/1023/17.

H.R.O. S.A.- SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 61.630.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 9 mars 2011 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011023256/833/19.

Laline S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 131.748.

Les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 8 mars 2011 à 10.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales,
6. Divers.

Le Conseil d'administration.

Référence de publication: 2011023257/833/19.

Defibresil S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 125.382.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023762/1023/17.

Star Group S.A., société de gestion de patrimoine familial, "SPF", Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 63.756.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 8 mars 2011 à 10.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023763/1023/17.

Galli S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 40.111.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
qui aura lieu le 8 mars 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Décision de la continuation de la société en relation avec l'article 100 de la législation des sociétés.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023764/1023/17.

QS Direct SI 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 157.765.

STATUTES

In the year two thousand and ten, on the thirteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

QS Management Inc., a company, incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands and having its registered office at Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and being registered under number 331999, represented by Me Sébastien Moies, lawyer, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 13 December 2010 (such proxy to be registered ne varietur together with the present deed).

The appearing party has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company QS Direct SI 2 S.à r.l. ("société à responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. A limited liability company (société à responsabilité limitée) with the name "QS Direct SI 2 S.à r.l." (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. The object of the Company is to render advisory, management, accounting and administrative services, as the case may be in its capacity as general partner (associé commandité) of "QS Direct SI 2 S.C.A., SICAR", a société d'investissement en capital à risque, subject to the provisions of the law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital,

as amended and take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments of the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. The issued share capital of the Company is set at twenty thousand United States dollars (\$ 20,000) divided into four hundred (400) shares with a nominal value of fifty United States Dollars (\$ 50) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-à-vis third parties the manager or each manager (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of anyone of the manager(s) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the managers.

Art. 8. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Art. 9. Each member may take part in collective decisions. Each member has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Art. 10. Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means being equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by any manager by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the members at their addresses inscribed in the register of members held by the Company at least 8 days before the proposed effective date of the resolutions, except in case of urgency. In such case, the nature of the urgency shall be communicated to the members. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by Luxembourg law in relation to collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members

(ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 members, an annual general meeting shall be held on the first Monday of the month of June at 3.00 pm of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. The accounting year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in U.S. Dollars.

Art. 12. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

Art. 13. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 14. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be members and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares subscribed	Payment
QS Management Inc.	400	\$20,000.
Total:	400	\$20,000.

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately Euro 1,200.-.

Resolutions of the sole member

The sole member of the Company has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:

- Howard Rimerman, born on 13 June 1962 in Los Angeles (United States), Partner, Quilvest USA, with professional address at 598 Madison Avenue, New York, Etats-Unis,
- Maurizio Arrigo, born on 12 June 1965 in Lausanne (Switzerland), Partner, Quilvest S.A., with professional address at 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
- Michel Abouchalache, born on 31 October 1964 in Lebanon, Group General Manager and Chief Executive Officer, Quilvest Private Equity, with professional address at 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
- Daniel Dine, born on 12 May 1971 in Thionville (France), Accounting and Administrative Manager, Quilvest S.A., with professional address at Grand-Duchy of Luxembourg, and
- Jean-Benoît Lachaise, born on 16 April 1965 in Villers-Semeuse (France), Secretary General and Group Controller, Quilvest S.A., with professional address at 84 Grand-Rue, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31 December 2010.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le treizième jour du mois de décembre

Par devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg,

A comparu:

QS Management Inc., une société créée et existant sous les lois des Iles

Vierges Britanniques et ayant son siège social à Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et étant enregistrée sous le numéro 331999, représentée par Me Sébastien Moies, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 13 décembre 2010 (cette procuration étant enregistrée ne varietur avec le présent acte).

La partie comparante a demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée QS DIRECT SI 2 S.à r.l. qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "QS DIRECT SI 2 S.à r.l." (la "Société"). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. L'objet social de la Société est de fournir des services ayant trait au conseil, à la gestion, à la comptabilité ou à l'administration selon les cas en qualité d'associé commandité de "QS DIRECT SI 2 S.C.A., SICAR", une société d'investissement en capital à risque, soumise aux dispositions de la loi du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque, telle que modifiée.

ainsi que réaliser toute opération qui lui semble utile à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant, le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille dollars U.S., (\$ 20.000) divisé en quatre cents (400) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante dollars U.S. (\$ 50) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Art. 6. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple du capital. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans cause (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et des extraits seront émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Le gérant ou chacun des gérants (dans le cas d'un conseil de gérance) a, vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous actes et opérations relatifs à la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle de chacun du/des gérant(s) ou par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le ou un des gérants.

Art. 8. Le ou les gérants ne contractent aucune obligation personnelle du fait des dettes de la Société. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Chaque membre a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions des associés sont prises dans les formes et à la (aux) majorité(s) prévue(s) par la loi luxembourgeoise, par écrit (dans la mesure où cela est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris des assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, vidéo conférence, ou tous autres moyens de communication permettant à tous les associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble, la participation à une assemblée par ces moyens étant équivalant à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des associés de la Société ou toute résolution circulaire (dans la mesure où cela est permis par la loi) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par tout gérant par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entièreté du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins 8 jours avant la date effective des résolutions sauf en cas d'urgence. Dans un tel cas, la nature de l'urgence sera communiquée aux associés. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi luxembourgeoise concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des exigences de majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises (i) qu'à la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés, une assemblée générale annuelle des associés sera tenue le premier lundi du mois de juin à 15:00 heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année. Les comptes de la Société seront exprimés en dollars américains.

Art. 12. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le gérant, ou le cas échéant, le conseil de gérance, établit les comptes annuels.

Art. 13. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 14. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant, ou le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent mais ne doivent pas être associés nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Si, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société, la Société sera une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Paiement
QS Management Inc.	400	\$20,000.
Total:	400	\$20,000.

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au: 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
 - Howard Rimerman, né le 13 juin 1962 à Los Angeles (Etats-Unis), Partner, Quilvest USA, avec adresse professionnelle au 598 Madison Avenue, New York, Etats-Unis,
 - Maurizio Arrigo, né le 12 juin 1965 à Lausanne (Suisse), Partner, Quilvest S.A., avec adresse professionnelle au 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
 - Michel Abouchalache, né le 31 Octobre 1964 au Liban, Group General Manager and Chief Executive Officer, Quilvest Private Equity, avec adresse professionnelle au 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
 - Daniel Dine, né le 12 mai 1971 à Thionville (France), Accounting and Administrative Manager, Quilvest S.A., avec adresse professionnelle au 84 Grand-Rue, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et
 - Jean-Benoît Lachaise, né le 16 avril 1965 à Villers-Semeuse (France), Secretary General and Group Controller, Quilvest S.A., avec adresse professionnelle au 84 Grand-Rue, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2010.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Signé: S. MOIES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58377. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur (singé): p.d. T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 décembre 2010.

Référence de publication: 2011001904/299.

(11000943) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 janvier 2011.

Helca S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 37, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 154.217.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le 8 mars 2011 à 11.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011023765/1023/16.

QS Direct SI 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 84, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 157.765.

Rectificatif du dépôt n° L110000943 déposé le 4 janvier 2011

In the year two thousand and ten, on the thirteenth day of December.

Before us, Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

QS Management Inc., a company, incorporated and existing under the laws of the British Virgin Islands and having its registered office at Craigmuir Chambers, Road Town, Tortola, British Virgin Islands and being registered under number 331999, represented by Me Sébastien Moies, lawyer, residing in Luxembourg pursuant to a proxy dated 13 December 2010 (such proxy to be registered ne varietur together with the present deed).

The appearing party has requested the undersigned notary to draw up the articles of association of a limited liability company QS Direct SI 2 ("société a responsabilité limitée") which is hereby established as follows:

Art. 1. A limited liability company (société a responsabilité limitée) with the name "QS Direct SI 2" (the "Company") is hereby formed by the appearing party and all persons who will become members thereafter. The Company will be governed by these articles of association and the relevant legislation.

Art. 2. The object of the Company is to render advisory, management, accounting and administrative services, as the case may be in its capacity as general partner (associé commandité) of "QS Direct SI 2 S.C.A., SICAR", a société d'investissement en capital à risque, subject to the provisions of the law of 15 June 2004 on investment companies in risk capital, as amended and take any measures, as well as carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

Art. 3. The Company is established for an unlimited period.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments of the articles of association.

The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the manager or as the case may be the board of managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

In the event that the manager, or as the case may be the board of managers, should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities

of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be the board of managers.

Art. 5. The issued share capital of the Company is set at twenty thousand United States dollars (\$ 20,000) divided into four hundred (400) shares with a nominal value of fifty United States Dollars (\$ 50) each. The capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the members adopted in the manner required for amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares are freely transferable among members. Except if otherwise provided by law, the share transfer to non-members is subject to the consent of members representing at least seventy five percent of the Company's capital.

Art. 7. The Company is managed by one or several managers who need not be members.

They are appointed and removed from office by a simple majority decision of the general meeting of members, which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be re-elected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In the case of more than one manager, the managers constitute a board of managers. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference call or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another. A meeting may also be held by conference call only. The participation in, or the holding of, a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting or the holding of a meeting in person. Managers may be represented at meetings of the board by another manager without limitation as to the number of proxies which a manager may accept and vote.

The board of managers may, unanimously, pass resolutions on one or several similar documents by circular means when expressing its approval in writing, by cable or facsimile or any other similar means of communication. The entirety will form the circular documents duly executed giving evidence of the resolution. Managers' resolutions, including circular resolutions, shall be conclusively certified or an extract thereof shall be issued under the individual signature of any manager.

Vis-a-vis third parties the manager or each manager (in the case of a board of managers) has the most extensive powers to act on behalf of the Company in all circumstances and to do, authorise and approve all acts and operations relative to the Company. The Company will be bound by the individual signature of anyone of the manager(s) or by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by anyone of the managers.

Art. 8. The manager(s) are not held personally liable for the indebtedness of the Company. As agents of the Company, they are responsible for the performance of their duties.

Art. 9. Each member may take part in collective decisions. Each member has a number of votes equal to the number of shares he owns and may validly act at any meeting of members through a special proxy.

Art. 10. Decisions by members are passed in such form and at such majority(ies) as prescribed by Luxembourg law in writing (to the extent permitted by law) or at meetings held including meetings held by way of conference call, video conference or other means of communication allowing members taking part in the meeting to hear one another and to communicate with one another, the participation in a meeting by these means being equivalent to a participation in person at such meeting. Any regularly constituted meeting of members of the Company or any valid written resolution (as the case may be) shall represent the entire body of members of the Company.

Meetings shall be called by any manager by convening notice addressed by registered mail to members to their address appearing in the register of members held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting, the meeting may be held without prior notice.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the members at their addresses inscribed in the register of members held by the Company at least 8 days before the proposed effective date of the resolutions, except in case of urgency. In such case, the nature of the urgency shall be communicated to the members. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by Luxembourg law in relation to collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein). Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice.

Collective decisions are only valid if they are adopted by the votes representing more than half of the capital. However, decisions concerning the amendment of the articles of association are taken by (i) a majority of the members (ii) representing at least three quarters of the issued share capital.

In case and for as long as the Company has more than 25 members, an annual general meeting shall be held on the first Monday of the month of June at 3.00 pm of each year. If such day is not a business day, the meeting shall be held on the immediately following business day.

Art. 11. The accounting year begins on 1 January of each year and ends on 31 December of the same year. The accounts of the Company shall be expressed in U.S. Dollars.

Art. 12. Every year as of the accounting year's end, the annual accounts are drawn up by the manager or, as the case may be, the board of managers.

Art. 13. The financial statements are at the disposal of the members at the registered office of the Company.

Art. 14. Out of the net profit five percent (5%) shall be placed into a legal reserve account. This deduction ceases to be compulsory when such reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital of the Company.

The members may decide to pay interim dividends on the basis of statements of accounts prepared by the manager, or as the case may be the board of managers, showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits realised since the end of the last accounting year increased by profits carried forward and distributable reserves but decreased by losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

The balance may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members.

The share premium account may be distributed to the members upon decision of a general meeting of members. The general meeting of members may decide to allocate any amount out of the share premium account to the legal reserve account.

Art. 15. In case the Company is dissolved, the liquidation will be carried out by one or several liquidators who may be but do not need to be members and who are appointed by the general meeting of members who will specify their powers and remunerations.

Art. 16. If, and as long as one member holds all the shares of the Company, the Company shall exist as a single member company, pursuant to article 179 (2) of the law of 10 August 1915 regarding commercial companies, as amended; in this case, articles 200-1 and 200-2, among others, of the same law are applicable.

Art. 17. For anything not dealt with in the present articles of association, the members refer to the relevant legislation.

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been drawn up by the appearing party, the appearing party has subscribed and entirely paid-up the following shares:

Subscriber	Number of shares subscribed	Payment
QS Management Inc.	400	\$20,000.-
Total:	400	\$20,000.-

Evidence of the payment of the subscription price has been given to the undersigned notary.

Expenses, Valuation

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately Euro 1,200.-.

Resolutions of the sole member

The sole member of the Company has forthwith taken immediately the following resolutions:

1. The registered office of the Company is fixed at 84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg.
2. The following persons are appointed managers of the Company for an undetermined period of time subject to the articles of association of the Company:
 - Howard Rimerman, born on 13 June 1962 in Los Angeles (United States), Partner, Quilvest USA, with professional address at 598 Madison Avenue, New York, Etats-Unis,
 - Maurizio Arrigo, born on 12 June 1965 in Lausanne (Switzerland), Partner, Quilvest S.A., with professional address at 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
 - Michel Abouchalache, born on 31 October 1964 in Lebanon, Group General Manager and Chief Executive Officer, Quilvest Private Equity, with professional address at 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
 - Daniel Dine, born on 12 May 1971 in Thionville (France), Accounting and Administrative Manager, Quilvest S.A., with professional address at Grand-Duchy of Luxembourg, and
 - Jean-Benoît Lachaise, born on 16 April 1965 in Villers-Semeuse (France), Secretary General and Group Controller, Quilvest S.A., with professional address at 84 Grand-Rue, Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Special disposition

The first accounting year shall begin on the date of incorporation and shall terminate on 31 December 2011.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who requested that the deed should be documented in the English language, the said person appearing signed the present original deed together with us, the Notary, having personal knowledge of the English language.

The present deed, worded in English, is followed by a translation into French. In case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille dix, le treizième jour du mois de décembre

Par devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire résidant à Luxembourg,

A comparu:

QS Management Inc., une société créée et existant sous les lois des Iles Vierges Britanniques et ayant son siège social à Craignuir Chambers, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques et étant enregistrée sous le numéro 331999, représentée par Me Sébastien Moies, avocat, résidant à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 13 décembre 2010 (cette procuration étant enregistrée ne varietur avec le présent acte).

La partie comparante a demandé au notaire soussigné d'arrêter les statuts d'une société à responsabilité limitée QS DIRECT SI 2 qui est constituée par les présentes:

Art. 1^{er}. Il est formé par la partie comparante et toutes personnes qui deviendront par la suite associés, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de "QS DIRECT SI 2" (la "Société"). La Société sera régie par les présents statuts et les dispositions légales afférentes.

Art. 2. L'objet social de la Société est de fournir des services ayant trait au conseil, à la gestion, à la comptabilité ou à l'administration selon les cas en qualité d'associé commandité de "QS DIRECT SI 2 S.C.A., SICAR", une société d'investissement en capital à risque, soumise aux dispositions de la loi du 15 juin 2004 sur les sociétés d'investissement en capital à risque, telle que modifiée.

ainsi que réaliser toute opération qui lui semble utile à la réalisation et au développement de son objet social.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant dans les conditions prévues pour la modification des statuts.

Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la municipalité par décision du gérant ou, le cas échéant, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales situés au Luxembourg ou à l'étranger.

Au cas où le gérant, ou le cas échéant, le conseil de gérance, estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, ont eu lieu ou sont sur le point d'avoir lieu, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; ces mesures temporaires n'auraient aucun effet sur la nationalité de la Société qui, en dépit du transfert de son siège social, demeurerait une société luxembourgeoise. Ces mesures temporaires seront prises et portées à la connaissance des tiers par le gérant ou le cas échéant le conseil de gérance.

Art. 5. Le capital social émis de la Société est fixé à vingt mille dollars U.S., (\$ 20.000) divisé en quatre cents (400) parts sociales d'une valeur nominale de cinquante dollars U.S. (\$ 50) chacune. Le capital de la Société peut être augmenté ou réduit par une résolution des associés adoptée de la manière requise pour la modification des présents Statuts.

Art. 6. Les parts sociales sont librement transférables entre associés. Sauf dispositions contraires de la loi, les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non associés que moyennant l'agrément donné par au moins soixante-quinze pourcent du capital social de la Société.

Art. 7. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Ils sont nommés et révoqués par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple du capital. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans cause (ad nutum) et à tout moment.

Au cas où il y aurait plus d'un gérant, les gérants constituent un conseil de gérance. Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique ou d'autres moyens de communication similaires permettant à toutes les personnes prenant part à cette réunion de s'entendre les unes les autres et de communiquer les unes avec les autres. Une réunion peut également être tenue uniquement sous forme de conférence téléphonique. La participation à une réunion ou la tenue d'une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion ou à

une réunion tenue en personne. Les gérants peuvent être représentés aux réunions du conseil de gérance par un autre gérant, sans limitation quant au nombre de procurations qu'un gérant peut accepter et voter.

Le conseil de gérance peut, à l'unanimité, prendre des résolutions sur un ou plusieurs documents similaires par voie circulaire en exprimant son approbation par écrit, par câble, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. L'ensemble constituera les documents circulaires dûment exécutés faisant foi de la résolution intervenue. Les résolutions des gérants, y compris celles prises par voie circulaire, seront certifiées comme faisant foi et des extraits seront émis sous la signature individuelle de chaque gérant.

Le gérant ou chacun des gérants (dans le cas d'un conseil de gérance) a, vis-à-vis des tiers, les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société dans toutes les circonstances et pour faire, autoriser et approuver tous actes et opérations relatifs à la Société. La Société sera engagée par la signature individuelle de chacun du/des gérant(s) ou par la signature individuelle de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le ou un des gérants.

Art. 8. Le ou les gérants ne contractent aucune obligation personnelle du fait des dettes de la Société. Comme mandataires, ils sont responsables de l'exécution de leur mandat.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Chaque membre a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions des associés sont prises dans les formes et à la (aux) majorité(s) prévue(s) par la loi luxembourgeoise, par écrit (dans la mesure où cela est permis par la loi) ou lors d'assemblées y compris des assemblées tenues par voie de conférence téléphonique, vidéo conférence, ou tous autres moyens de communication permettant à tous les associés prenant part à l'assemblée de s'entendre les uns les autres et de communiquer ensemble, la participation à une assemblée par ces moyens étant équivalant à une présence en personne à une telle assemblée. Toute assemblée des associés de la Société ou toute résolution circulaire (dans la mesure où cela est permis par la loi) représente l'ensemble des associés de la Société.

Les assemblées peuvent être convoquées par tout gérant par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à l'adresse contenue dans le registre des associés tenu par la Société au moins huit (8) jours avant la date d'une telle assemblée. Si l'entière du capital social de la Société est représentée à une assemblée, l'assemblée peut être tenue sans convocation préalable.

Dans le cas de résolutions circulaires, le texte de ces résolutions sera envoyé aux associés à leur adresse inscrite dans le registre des associés tenu par la Société ou moins 8 jours avant la date effective des résolutions sauf en cas d'urgence. Dans un tel cas, la nature de l'urgence sera communiquée aux associés. Les résolutions prennent effet à partir de l'approbation par la majorité comme prévu par la loi luxembourgeoise concernant les décisions collectives (ou sujet à la satisfaction des exigences de majorité, à la date y précisée). Des résolutions unanimes peuvent être passées à tout moment sans convocation préalable.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social. Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises (i) qu'à la majorité des associés (ii) représentant au moins les trois quarts du capital social.

A partir du moment où la Société compte plus de 25 associés, une assemblée générale annuelle des associés sera tenue le premier lundi du mois de juin à 15:00 heures de chaque année. Si ce jour n'est pas un jour ouvrable l'assemblée sera tenue le premier jour ouvrable suivant.

Art. 11. L'année sociale commence le 1^{er} janvier de chaque année et se termine le 31 décembre de la même année. Les comptes de la Société seront exprimés en dollars américains.

Art. 12. Chaque année, à la fin de l'année sociale, le gérant, ou le cas échéant, le conseil de gérance, établit les comptes annuels.

Art. 13. Les comptes annuels sont disponibles au siège social pour tout associé de la Société.

Art. 14. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'une réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire si cette réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Les associés peuvent décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant, ou le cas échéant, le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice comptable augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve constituée en vertu de la loi.

Le solde peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés.

Le compte de prime d'émission peut être distribué aux associés par décision prise en assemblée générale des associés. L'assemblée générale des associés peut décider d'allouer tout montant de la prime d'émission à la réserve légale.

Art. 15. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, qui peuvent mais ne doivent pas être associés nommés par l'assemblée générale des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 16. Si, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales de la Société, la Société sera une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée; dans ce cas, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont applicables.

Art. 17. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les | associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Souscription et Paiement

Les statuts de la Société ayant été ainsi établis par la partie comparante, celle-ci a souscrit et intégralement libéré les parts sociales comme suit:

Souscripteur	Nombre de parts sociales	Paiement
QS Management Inc.	400	\$20,000.-
Total:	400	\$20,000.-

Preuve du paiement du prix de souscription a été donnée au notaire instrumentant.

Dépenses, Evaluation

Les frais, dépenses, rémunérations, charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société du fait du présent acte sont évaluées à environ EUR 1.200,-.

Résolutions de l'associé unique

Et aussitôt, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est fixé au:
84, Grand-Rue, L-1660 Luxembourg
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée sous réserve des statuts de la Société:
 - Howard Rimerman, né le 13 juin 1962 à Los Angeles (Etats-Unis), Partner, Quilvest USA, avec adresse professionnelle au 598 Madison Avenue, New York, Etats-Unis,
 - Maurizio Arrigo, né le 12 juin 1965 à Lausanne (Suisse), Partner, Quilvest S.A., avec adresse professionnelle au 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
 - Michel Abouchalache, né le 31 Octobre 1964 au Liban, Group General Manager and Chief Executive Officer, Quilvest Private Equity, avec adresse professionnelle au 243 boulevard Saint Germain, Paris, France,
 - Daniel Dine, né le 12 mai 1971 à Thionville (France), Accounting and Administrative Manager, Quilvest S.A., avec adresse professionnelle au 84 Grand-Rue, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, et
 - Jean-Benoît Lachaise, né le 16 avril 1965 à Villers-Semeuse (France), Secretary General and Group Controller, Quilvest S.A. avec adresse professionnelle au 84 Grand-Rue, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence en date de la constitution et se terminera le 31 décembre 2011.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au comparant, qui a requis que le présent acte soit rédigé en langue anglaise, ledit comparant a signé le présent acte avec Nous, notaire, qui avons une connaissance personnelle de la langue anglaise.

Le présent acte, rédigé en anglais, est suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre la version anglaise et la version française, la version anglaise fera foi.

Signé: S. MOIES et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2010. Relation: LAC/2010/58377. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): p.d. T. BENNING.

- POUR EXPEDITION CONFORME -Délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Henri HELLINCKX.

Référence de publication: 2011017459/299.

(110020064) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

Allianz Global Investors Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 71.182.

Notice to the Shareholders of Allianz PIMCO Treasury Euro Bond Plus 2011

The Board of Directors of Allianz Global Investors Fund (the "Company") announces that according to the prospectus the Sub-Fund Allianz PIMCO Treasury Euro Bond Plus 2011 (the "Fund") will be dissolved due to maturity on 31 March 2011.

Senningerberg, 25 February 2011.

By order of the Board of Directors

Allianz Global Investors Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2011027757/755/13.

Brevik Fund, Fonds Commun de Placement.

L'acte modificatif au règlement de gestion de BREVIK FUND (à partir du 1^{er} mars 2011: SGP FUND) a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

Référence de publication: 2011026073/9.

(110031089) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

Brevik Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de BREVIK FUND (à partir du 1^{er} mars 2011: SGP FUND) a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SEB Fund Services S.A.

Référence de publication: 2011026074/9.

(110031090) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

CBK EUR 12,5 Corporate Bond Fund, Fonds Commun de Placement.

Le règlement de gestion de CBK € 12,5 Corporate Bond Fund a été déposé au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Commerz Derivatives Funds Solutions S.A.

Mathias Turra / Dietmar Kusch

Référence de publication: 2011018658/10.

(110021920) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2011.

**Effepilux Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Effepilux).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 16, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 138.242.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-seventh of January.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of "EFFEPILUX" (the "Company"), a "société d'investissement à capital variable-Fonds d'investissement spécialisé" having its registered office at 16, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 138242, incorporated on 25 April 2008 pursuant to a notarial deed published in the "Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations" (the "Mémorial") number 1289 of May 27, 2008.

The meeting was opened at 11.00 a.m. with Mr Benjamin Poujol, employee, professionally residing in Luxembourg, in the chair,

who appointed as secretary Mrs Marcelle Becker, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elected as scrutineer Mr Alexandre Hecklen, employee, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the meeting (the "Bureau") having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1) Change the Company's name into "EFFEPILUX SICAV";
2) Restructure the Company in order to change its corporate object from a SIF SICAV under the Law of the 13 February 2007 to a self-managed SICAV Part I of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as may be amended from time to time;

3) Fix the annual general meeting of shareholders the third Tuesday of April instead of the third Tuesday of May;

4) Complete, update or remove information that has become obsolete and insert in the articles of incorporation any minor changes;

5) Miscellaneous.

2. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the shareholders present, the proxies of the represented shareholders and the board of the meeting will remain annexed to these Minutes.

3. According to article 25 of the Articles of Incorporation, all shareholders being present or represented and considering themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting will take place without notice of meeting.

4. That, according to the attendance list out of one hundred and eight million seven hundred and ninety-one thousand one hundred and forty-six point five zero three (108.791.146,503) shares in issue, all voting shares are represented adjudication approved.

5. That, consequently, the present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the items of the agenda.

After deliberation the general meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to change the name of the Company from EFFEPILUX to EFFEPILUX SICAV.

Second resolution

The general meeting decides to restructure the Company in order to change its corporate object from a SIF SICAV under the Law of the 13 February 2007 to a self-managed SICAV Part I of the Law of 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as may be amended from time to time.

Third resolution

The general meeting decides to fix the annual general meeting of shareholders to the third Tuesday of April instead of the third Tuesday of May.

Fourth resolution

The general meeting decides to proceed to a full restatement of the articles of incorporation and to suppress, if needed, the french translation of the articles.

As a consequence, the articles of incorporation will from now on read as follows:

1. Denomination, Duration, Corporate object, Registered office

Art. 1. Denomination. There exists among the subscribers and all those who become owners of shares hereafter issued, a corporation in the form of a Société d'Investissement à Capital Variable with multiple sub-funds under the name of EFFEPILUX SICAV (hereinafter referred to as the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited period of time. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

Art. 3. Corporate object. The sole object of the Company is the collective investment of its assets in transferable securities and/or in money market instruments as well as in any other securities or instruments authorised by law, with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

The Company may take any measures and carry on any operations deemed useful for the accomplishment and development of its object in the broadest sense in the frame of the Part I of the Luxembourg law dated 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time.

Art. 4. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the board of directors of the Company.

In the event that the board of directors determines that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

2. Share capital, Variations of the share capital, Characteristics of the shares

Art. 5. Share capital. The share capital of the Company shall be at any time equal to the total net assets of the various Sub-Funds of the Company, as defined in Article 12 hereof. The minimum capital of the Company is EUR 1,250,000 within the first six months following its incorporation, and thereafter may not be less than this amount.

For consolidation purposes, the reference currency of the Company is the Euro (EUR).

Art. 6. Variations in share capital. The share capital may be increased or decreased as a result of the issue by the Company of new fully paid-up shares or the repurchase by the Company of existing shares from its shareholders.

Art. 7. Sub-Funds. The board of directors of the Company may, at any time, establish several portfolios of assets, each constituting a sub-fund (hereinafter referred to as a «Sub-Fund»), a «compartment» within the meaning of Article 133 of the Luxembourg law dated 20th December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended from time to time.

The board of directors shall attribute specific investment objectives and policies and denomination to each Sub-Fund.

Art. 8. Classes of shares. The board of directors of the Company may, at any time, within each Sub-Fund, issue different classes of shares which may differ in, inter alia, their charging structure, the minimum investment requirements, the management fees or type of target investors, or corresponding to a specific distribution policy, such as giving right to regular dividend payments («Distribution shares») or giving no right to distributions as the earnings will be reinvested («Capitalisation shares»).

Art. 9. Form of the shares. Upon their issue, the shares are freely negotiable. In each Sub-Fund, the shares of each class benefit in an equal manner from the profits of the Sub-Fund and do not benefit from any preferred right or pre-emption right. At the general meetings of shareholders, one vote is granted to each share, regardless of its net asset value.

Fractions of shares, up to one thousandth, may be issued and will participate in proportion to the profits of the relevant Sub-Fund but do not carry any voting rights.

The Company may issue shares of each Sub-Fund and of each class of shares in registered form.

Shares are issued in uncertificated form with a confirmation statement, unless a share certificate is specifically requested at the time of subscription, and in such case, the subscriber will bear the risk and any additional expense arising from the issue of such certificate. Holders of certificated shares must return their share certificates, duly renounced, to the Company before conversion or redemption instructions may be effected.

All shares issued by the Company shall be recorded in the register of shareholders which shall be kept at the registered office of the registrar agent of the Company. Such share register shall set forth the name of each shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the class of each such shares, the amounts paid for each such share, the transfer of shares and the dates of such transfers. The share register is conclusive evidence of ownership. The Company treats the registered owner of a share as the absolute and beneficial owner thereof.

Moreover, any registered shareholder shall be bound to provide the Company with an address to which all communications and information pertaining to the Company may be sent. This address shall also be recorded in the register of shareholders.

In case any such shareholder shall fail to supply the Company with an address, mention of such failure may be recorded in the register of shares, and the address of the shareholder shall be deemed to be that of the registered office of the Company or such other address as may be determined by the Company, until another address is supplied by the concerned shareholder. The shareholder may have the address inscribed in the register of shares modified at any time by a written statement sent to the Company at its registered office, or at such other address as may be decided upon by the Company.

The transfer of a registered share shall be carried out (a) in case certificates have been issued, through the delivery to the Company of the certificate(s) representing such share, together with all transfer documents required by the Company, and (b) if no certificate(s) have been issued by a written declaration of transfer inscribed on the register of shareholders, such declaration of transfer to be dated and signed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer satisfactory to the Company.

The Company will recognise only one holder in respect of each share in the Company. In the event of joint ownership, the Company may suspend the exercise of any right deriving from the relevant share or shares until one person shall have been designated to represent the joint owners vis-à-vis the Company.

The shares are issued, and share certificates if requested are delivered, only upon the acceptance of the subscription and the receipt of the subscription price under the conditions as set out in the prospectus in force. Subject to all applicable laws and regulations, payment of the purchase price will be made in the currency in which the shares are denominated as well as in certain other currencies as may be determined from time to time by the board of directors.

Following acceptance of the subscription and receipt of the relevant purchase price, rights in the subscribed shares shall be vested in the subscriber and, following his request, he shall forthwith receive final shares certificates in registered form.

The payment of dividends shall be carried out as regards registered shares at the address of the relevant shareholder recorded in the register of shareholders.

Art. 10. Loss or Destruction of share certificates. If any shareholder can prove to the satisfaction of the Company that his share certificate has been mislaid or destroyed, then at his request, a duplicate share certificate may be issued under such conditions and guarantees as the Company may determine, including an indemnity or other verification of title or claim to title countersigned by a bank, stockbroker or other party acceptable to the Company. Upon the issue of the new share certificate, on which it shall be recorded that it is a duplicate, the original share certificate shall become null and void.

Mutilated or defaced share certificates may be exchanged for new ones by order of the Company.

The mutilated or defaced certificates shall be delivered to the Company and shall be annulled immediately.

The Company, at its discretion, may charge the shareholder for the costs of a duplicate or of a new share certificate, as well as all costs and reasonable expenses incurred by the Company in connection with the issuance and registration thereof, or in connection with the annulment of the old share certificate.

Art. 11. Limitation to the ownership of shares. The Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the Company such holding may be detrimental to the interests of the existing shareholders or of the Company, if it may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become exposed to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred (such persons, firms, partnerships or corporate bodies to be determined by the board of directors).

For such purposes, the Company may, at its discretion and without liability:

a) decline to issue any share and decline to register any transfer of a share, where it appears that such registration or transfer would or may eventually result in the beneficial ownership of said share by a person who is precluded from holding shares in the Company;

b) where it appears to the Company that any person, who is precluded from holding shares in the Company, either alone or in conjunction with any other person, is a beneficial owner of shares, compulsorily purchase from any such shareholder all shares held by such shareholder; or

c) where it appears to the Company that one or more persons are the owners of a proportion of the shares in the Company which would render the Company subject to tax or other regulations of jurisdictions other than Luxembourg, compulsorily repurchase all or a proportion of the shares held by such shareholders.

In such cases enumerated at (a) to (c) (inclusive) here above, the following proceedings shall be applicable:

1) The Company shall serve a notice (hereinafter referred to as the «redemption notice») upon the holder of shares subject to compulsory repurchase; the redemption notice shall specify the shares to be repurchased as aforesaid, the redemption price (as defined here below) to be paid for such shares and the place at which this price is payable. Any such notice may be served upon such shareholder by registered mail, addressed to such shareholder at his last known address or at his address as indicated in the share register. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Company the share certificate, if issued, representing shares specified in the redemption notice. Immediately after the close of business on the date specified in the redemption notice, such shareholder shall cease to be the owner of the shares specified in the redemption notice and the share certificate, if issued, representing such shares shall be cancelled in the books of the Company,

2) The price at which the shares specified in any redemption notice shall be purchased (hereinafter referred to as the «redemption price») shall be an amount equal to the net asset value per share of the class and the Sub-Fund to which the shares belong, determined in accordance with Article 12 hereof, as at the date of the redemption notice,

3) Subject to all applicable laws and regulations, payment of the redemption price will be made to the owner of such shares in the currency in which the shares are denominated as well as in certain other currencies as may be determined from time to time by the board of directors, and will be deposited by the Company with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the redemption notice) for payment to such owner upon surrender of the share certificate, if issued, representing the shares specified in such redemption notice. Upon deposit of such redemption price as aforesaid, no person interested in the shares specified in such redemption notice shall have any further interest in such shares or any claim against the Company or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the redemption price so deposited (without interest) from such bank upon effective surrender of the share certificate, if issued, as aforesaid,

4) The exercise by the Company of the powers conferred by this Article 11 shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of shares by any person at the date of any redemption notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

The Company may also, at its discretion and without liability, decline to accept the vote of any person who is precluded from holding shares in the Company at any meeting of shareholders of the Company.

Specifically, the Company may restrict or prevent the direct or indirect ownership of shares in the Company by any «US person», meaning any natural person resident in the United States, any partnership or corporation organised or incorporated under the laws of the United States, any estate of which any executor or administrator is a U.S. person, any trust of which any trustee is a U.S. person, any agency or branch of a foreign entity located in the United States, any non-discretionary account or similar account (other than an estate or trust), held by a dealer or other fiduciary for the benefit or account of a U.S. person, any discretionary account or similar account (other than an estate or trust), held by a dealer or other fiduciary organised, incorporated, or (if an individual) resident in the United States and any partnership or corporation if organised or incorporated under the laws of any foreign jurisdiction, and formed by a U.S. person principally for the purpose of investing in securities not registered under the Securities Act of 1933 of the United States, as amended, unless it is organised or incorporated, and owned, by accredited investors who are not natural persons, estates or trusts.

The Shares have not been and will not be registered under the United States Securities Act of 1933 (as amended) (the «1933 Act») or the securities laws of any of the states of the United States. The Shares may not be offered, sold or delivered directly or indirectly in the United States of America, its territories or possessions including the states and the federal District of Columbia (the «United States») or to or for the account or benefit of any «US Person» being any citizen or resident of the United States, any corporation, partnership or other entity created or organised in or under the laws of the United States, or any person falling within the definition of the term «US Person» under Regulation S, promulgated under the 1933 Act («US Person») except pursuant to an exemption from, or in a transaction not subject to the registration requirements of the 1933 Act and any applicable securities laws. Any re-offer or resale of any of the Shares in the United States or to US Persons may constitute a violation of US law. Each applicant for Shares will be required to certify whether it is a «US Person».

The Shares are being offered outside the United States in reliance on an exemption from registration under Regulation S under the 1933 Act and if offered in the United States will be offered to a limited number of «accredited investors» (as defined in Rule 501(a) of Regulation D under the 1933 Act) in reliance on the private placement exemption from the registration requirements of the 1933 Act provided by section 4(2) of the 1933 Act and Regulation D thereunder.

The Company will not be registered under the United States Investment Company Act of 1940. Based on interpretations of the Investment Company Act by the staff of the United States Securities and Exchange Commission (the «SEC») relating to foreign investment companies, if the Company has more than one hundred beneficial owners of its securities who are US Persons, it may become subject to the registration requirements under the Investment Company Act. The Directors will not knowingly permit the number of holders of Shares who are US Persons to exceed ninety (or such lesser number as the Directors may determine). To ensure this limit is maintained the Directors may decline to register a transfer of Shares to or for the account of any US Person and may require the mandatory repurchase of Shares beneficially owned by US Persons.

3. Net asset value, Issue and Repurchase of shares, Suspension of the calculation of the net asset value

Art. 12. Net asset value. The net asset value per share of each class of shares in each Sub-Fund of the Company shall be determined periodically by the Company, but in any case not less than twice a month, as the board of directors may determine (every such day for determination of the net asset value being referred to herein as the «Valuation Day» on the basis of the last available prices on that Valuation Day. If a day falls on a (legal or bank) holiday in Luxembourg, then the Valuation Day shall be the first succeeding full business day in Luxembourg.

The net asset value per share is expressed in the reference currency of each Sub-Fund and, for each class of shares for all Sub-Funds, is determined by dividing the value of the total assets of each Sub-Fund properly allocable to such class of shares less value of the total liabilities of such Sub-Fund properly allocable to such class of shares by the total number of shares of such class outstanding on any valuation day.

If since the close of business, there has been a material change in the quotations on the markets on which a substantial portion of the investments attributable to a particular Sub-Fund are dealt or quoted, the Company may, in order to safeguard the interests of shareholders and the Company, cancel the first valuation and carry out a second valuation.

Upon the creation of a new Sub-Fund, the total net assets allocated to each class of shares of such Sub-Fund shall be determined by multiplying the number of shares of a class issued in the Sub-Fund by the applicable purchase price per share. The amount of such total net assets shall be subsequently adjusted when shares of such class are issued or repurchased according to the amount received or paid as the case may be.

- a) The assets of the Company shall be deemed to include:
 - 1) all cash on hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
 - 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);

3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, units or shares of undertakings for collective investments, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (i) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);

4) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;

5) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;

6) the preliminary expenses of the Company, insofar as the same have not been written off;

7) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

The value of such assets shall be determined as follows:

i) The value of any cash on hand or on deposit bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends, interest declared or accrued and not yet received, all of which are deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

ii) Securities listed on a recognised stock exchange or dealt on any other regulated market (hereinafter referred to as a «Regulated Market») that operates regularly, is recognised and is opened to the public, will be valued at their last available prices, or, in the event that there should be several such markets, on the basis of their last available prices on the main market for the relevant security;

iii) In the event that the last available price does not, in the opinion of the directors, truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the directors based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith;

iv) Securities not listed or traded on a stock exchange or not dealt on a Regulated Market will be valued on the basis of the probable sales proceeds determined prudently and in good faith by the directors;

v) The liquidating value of futures, forward or options contracts not traded on exchanges or on other Regulated Markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on a Regulated Market shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and Regulated Markets on which the particular futures, forward or options contracts are traded by the Company; provided that if a future, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the directors may deem fair and reasonable;

vi) Money market instruments not listed or traded on a stock exchange or not dealt with on a Regulated Market are valued at their face value with interest accrued;

vii) In case of short term instruments which have a maturity of less than 90 days, the value of the instrument based on the net acquisition cost, is gradually adjusted to the repurchase price thereof. In the event of material changes in market conditions, the valuation basis of the investment is adjusted to the new market yields.

viii) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Swaps pegged to indexes or financial instruments shall be valued at their market value, based on the applicable index or financial instrument. The valuation of the swaps tied to such indexes or financial instruments shall be based upon the market value of said swaps, in accordance with the procedures laid down by the board of directors.

ix) Credit default swaps are valued on a daily basis founding on a market value obtained by external price providers. The calculation of the market value is based on the credit risk of the reference party respectively the issuer, the maturity of the credit default swap and its liquidity on the secondary market. The valuation method is recognized by the board of directors and checked by the auditors.

x) Investments in open-ended UCIs will be valued on the basis of the last available net asset value of the units or shares of such UCIs;

xi) all other transferable securities and other permitted assets will be valued at fair market value as determined in good faith pursuant to procedures established by the board of directors.

Any assets held not expressed in the reference currency of the Company will be translated into such reference currency at the rate of exchange prevailing in a recognised market the day on which the last available prices are taken.

The board of directors, in its discretion, may permit some other method of valuation, based on the probable sales price as determined with prudence and in good faith by the board of directors, to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

In the event that the quotations of certain assets held by the Company should not be available for calculation of the net asset value per share of a Sub-Fund, each one of these quotations might be replaced by its last known quotation (provided this last known quotation is also representative) preceding the last quotation or by the last appraisal of the last quotation on the relevant Valuation Day, as determined by the board of directors.

The liabilities of the Company shall be deemed to include:

- i) all loans, bills and accounts payable;
- ii) all accrued or payable administrative expenses (including global management fees, distribution fees, custodian fees, administrative agent fees, registrar agent fees, nominee fees and other third party fees);
- iii) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payment of money or property;
- iv) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves, if any, authorised and approved by the directors, in particular those that have been set aside for a possible depreciation of the investments of the Company; and
- v) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature except liabilities represented by shares of the Company. In determining the amount of such liabilities, the Company shall take into account all expenses payable by the Company which shall comprise formation expenses, fees payable to its directors (including all reasonable out of pocket expenses), managing directors, investment advisors or investment managers, accountants, custodian bank and paying agent, administrative, corporate and domiciliary agent, registrar agent and permanent representatives in places of registration, nominees and any other agent employed by the Company, fees for legal and auditing services, cost of any proposed listings, maintaining such listings, promotion, printing, reporting and publishing expenses (including reasonable marketing and advertising expenses and costs of preparing, translating and printing in different languages) of Prospectuses, Simplified Prospectuses, explanatory memoranda or registration statements, annual reports and semi-annual reports, long form reports, taxes or governmental and supervisory authority charges, insurance costs and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage and telephone. The Company may calculate administrative and other expenses of a regular or recurring nature on an estimated figure for yearly or other periods in advance, and may accrue the same in equal proportions over any such period.

As between the shareholders, each Sub-Fund shall be treated as a separate legal entity.

Vis-à-vis third parties, the Company shall constitute one single legal entity but by derogation from article 2093 of the Luxembourg Civil Code, the assets of a particular Sub-Fund are only applicable to the debts, engagements and obligations of that Sub-Fund. The assets, commitments, charges and expenses which cannot be allocated to one specific Sub-Fund will be charged to the different Sub-Funds proportionally to their respective net assets and pro rata temporis, if appropriate due to the amounts considered.

All shares in the process of being redeemed by the Company shall be deemed to be issued until the close of business on the Valuation Day applicable to the redemption. The redemption price is a liability of the Company from the close of business on this date until paid.

All shares issued by the Company in accordance with subscription applications received shall be deemed issued from the close of business on the Valuation Day applicable to the subscription. The subscription price is an amount owed to the Company from the close of business on such day until paid.

As far as possible, all investments and divestments chosen and in relation to which action is taken by the Company up to the Valuation Day shall be taken into consideration in the valuation.

Art. 13. Issue, Redemption and Conversion of shares. The board of directors is authorised to issue further fully paid-up shares of each class and of each Sub-Fund at any time at a price based on the net asset value per share for each class of shares and for each Sub-Fund determined in accordance with Article 12 hereof, as of such valuation date as is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine. Such price may be increased by applicable sales charges, as approved from time to time by the board of directors.

The board of directors may delegate to any duly authorised director or officer of the Company or to any other duly authorised person, the duty of accepting subscriptions and of receiving payment for such new shares.

All new share subscriptions shall, under pain of nullity, be entirely liberated, and the shares issued carry the same rights as those shares in existence on the date of the issuance.

The Company may reject any subscription in whole or in part, and the directors may, at any time and from time to time and in their absolute discretion without liability and without notice, discontinue the issue and sale of shares of any class in any one or more Sub-Funds.

The board of directors may, at its discretion and under the provisions of the Prospectus, decide to suspend temporarily the issue of new shares of any Sub-Fund of the Company. The registered shareholders shall be informed by a notice sent by mail at their address recorded in the shareholders' register. The subscription orders received during the temporary of subscription will not be kept for further treatment.

During the period of suspension, the shareholders will remain free to redeem their shares at any Valuation Day.

The board of directors may decide, at its discretion and under the provisions of the Prospectus, to reactivate the issue of shares. The shareholders and the public will be informed according to the same modalities as mentioned here above.

The board of directors may, at its discretion, decide to accept securities as valid consideration for a subscription provided that these comply with the investment policy and restrictions of the relevant Sub-Fund. Shares will only be issued upon receipt of the securities being transferred as payment in kind. Such subscription in kind, if made, will be reviewed

and the value of the assets so contributed verified by the auditor of the Company. A report will be issued detailing the securities transferred, their respective market values of the day of the transfer and the number of shares issued and such report will be available at the office of the Company. Exceptional costs resulting from a subscription in kind will be borne exclusively by the subscriber informed.

Any shareholder may request the redemption of all or part of his shares by the Company under the terms and conditions set forth by the board of directors in the prospectus and within the limits as provided in this Article 13. The redemption price per share shall be paid within a period as determined by the board of directors which shall not exceed five business days from the relevant valuation date, as it is determined in accordance with such policy as the board of directors may from time to time determine, provided that the share certificates, if any, and the transfer documents have been received by the Company. The redemption price shall be equal to the net asset value per share relative to the class and to the Sub-Fund to which it belongs, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof, decreased by charges and commissions at the rate provided in the prospectus. Any such request for redemption must be filed by such shareholder in written form at the registered office of the Company in Luxembourg or with any other legal entity appointed by the Company for the redemption of shares. The request shall be accompanied by the certificate(s) for such shares, if issued. The relevant redemption price may be rounded up or down to a maximum of four decimal places of the reference currency as the board of directors shall determine.

The Company shall ensure that at all times each Sub-Fund has enough liquidity to enable satisfaction of any requests for redemption of shares.

If as a result of any request for redemption, the aggregate net asset value per share of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class, as stated in the prospectus.

Further if at any given date redemption requests pursuant to this Article 13 and conversion requests exceed a certain level to be determined by the board of directors in relation to the number of shares in issue in a class, the board of directors may decide that part or all of such requests for redemption or conversion will be deferred for a period and in a manner the board of directors considers to be in the best interests of the Company. On the next valuation date following that period, these redemption and conversion requests will be met in priority to later requests.

The Company will have the right, if the board of directors so determines and with the consent of the shareholder concerned, to satisfy payment of the redemption price to any shareholder in kind by allocating to such shareholder investments from the portfolio of assets set up in connection with such classes of shares equal in value (calculated in a manner as described in Article 12 hereof) as of the valuation date on which the redemption price is calculated to the value of shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other shareholders of the relevant Sub-Fund, and the valuation used shall be confirmed by a special report of the auditor. The cost of such transfer shall be borne by the transferee, as stated in the prospectus.

Shares redeemed by the Company shall be cancelled in the books of the Company.

Any shareholder is entitled to request for the conversion of whole or part of his shares, provided that the board of directors may, in the Prospectus:

- a) set terms and conditions as to the right for and frequency of conversion of shares between Sub-Funds and/or classes of shares; and
- b) subject conversions to the payment of such charges and commissions as it shall determine.

If as a result of any request for conversion, the aggregate net asset value per share of the shares held by a shareholder in any class of shares would fall below such value as determined by the board of directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such shareholder's holding of shares in such class, as stated in the prospectus.

Such a conversion shall be effected on the basis of the net asset value of the relevant shares of the different Sub-Funds, determined in accordance with the provisions of Article 12 hereof. The relevant number of shares may be rounded up or down to a maximum of three decimal places as the board of directors shall determine.

The shares which have been converted into another Sub-Fund will be cancelled.

The requests for subscription, redemption and conversion shall be received at the location designated to and for this effect by the board of directors.

Art. 14. Suspension of the calculation of the net asset value and of the issue, the redemption and the conversion of shares. The Company may at any time suspend the calculation of the net asset value of one or more Sub-Funds and the issue, redemption and conversion of any classes of shares in the following circumstances:

- a) during any period when any of the principal stock exchanges or other recognised markets on which a substantial portion of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended, provided that such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Company attributable to such Sub-Fund quoted thereon;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency (such as political, military, economic or monetary events) in the opinion of the directors as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company attributable to such Sub-Fund would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of such Sub-Fund or the current price or value on any stock exchange or other market in respect of the assets attributable to such Sub-Fund;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares of such Sub-Fund or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the directors, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of winding-up the Company or upon a decision of the board of directors to wind-up a Sub-Fund

g) any period when the net asset value of one or more investment funds in which any Sub-Fund has invested and when the assets of this/these investment fund(s) represent a significant part of the proportion of assets of any Sub-Fund can not be calculated with accuracy and can not reflect the true market value of the net asset value of the investment fund (s) during a valuation day.

h) when an important part of the funds in which a Sub-Fund invests in, suspends itself its net asset value calculation.

The suspension of the net asset value calculation of a Sub-Fund shall have no effect on the calculation of the net asset value per share, the issue, redemption and conversion of shares of any other Sub-Fund for which the calculation of the net asset value is not suspended.

Under exceptional circumstances, the board of directors reserves the right to conduct the necessary sales of transferable securities before setting the share price at which shareholders can apply to have their shares redeemed or converted. In this case, subscriptions, redemptions and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated after the necessary sales, which shall have been effected without delay.

Subscribers and shareholders tendering shares for redemption and conversion shall be advised of the suspension of the calculation of the net asset value.

The suspension of the calculation of the net asset value may be published by adequate means if the duration of the suspension is to exceed a certain period.

Suspended subscription, redemption and conversion applications may be withdrawn by written notice provided that the Company receives such notice before the suspension ends.

Suspended subscriptions, redemptions and conversions shall be executed on the first Valuation Day following the resumption of net asset value calculation by the Company.

4. General shareholders' meetings

Art. 15. General provisions. Any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Any meeting of shareholders of a given Sub-Fund or of a given class of shares shall be vested with the same powers as above with regard to any act affecting the sole holders of shares of such Sub-Fund or of such class of shares.

Art. 16. Annual general shareholders' meeting. The annual general meeting of shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company or such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of the meeting, on the third Tuesday of April at 2 p.m. If such day is a bank holiday, then the annual general meeting shall be held on the first succeeding full business day in Luxembourg. The annual general meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgement of the board of directors, exceptional circumstances so require.

Other meetings of shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

Art. 17. General meetings of shareholders of a given Sub-Fund and of a given class of shares. The shareholders of any Sub-Fund may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such Sub-Fund. In addition, the shareholders of any class of shares may hold, at any time, general meetings to decide on any matters which relate exclusively to such class of shares. The general provisions set out in these Articles of Incorporation, as well as in the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies, shall apply to such meetings.

Art. 18. Functioning of shareholders' meetings. The quorum and time required by law shall govern the notice for and conduct of the meetings of shareholders of the Company, unless otherwise provided herein.

Each share, regardless of the class and of the Sub-Fund to which it belongs, is entitled to one vote, subject to the limitations imposed by these articles. A shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or by cable, telegram or facsimile transmission. Fractions of shares are not entitled to a vote.

Except as otherwise required by law or as otherwise provided herein, resolutions at a meeting of shareholders duly convened will be passed by simple majority of those present or represented and voting.

The board of directors may determine all other conditions that must be fulfilled by shareholders for them to take part in any meeting of shareholders.

Art. 19. Notice to the general shareholders' meetings. Shareholders shall be convened to meet upon call by the board of directors by a convening notice stating the agenda, time and place of the meeting, to be sent by mail at least eight days prior to the date set for the meeting to all shareholders at their address recorded in the register of shareholders. To the extent required by law, the notice shall be published in the *Mémorial Recueil Spécial des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in such other newspapers as the board of directors may decide.

5. Management of the Company

Art. 20. Board of Directors. The Company shall be managed by a board of directors composed of not less than three members who need not to be shareholders of the Company.

Art. 21. Duration of the functions of the directors, Renewal of the board of directors. The directors shall be elected by the general shareholders' meeting for a period not exceeding six years and until their successors are elected, provided, however, that a director may be removed with or without cause and/or replaced at any time by resolution adopted by the shareholders.

In the event of a vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may meet and may elect, by majority vote, a director to fill such vacancy on a provisional basis until the next general meeting of shareholders.

Art. 22. Committee of the board of directors. The board of directors will choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairman/men. It may also choose a secretary, who need not be a director, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of directors and of the meetings of the shareholders.

Art. 23. Meetings and Deliberations of the board of directors. The board of directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

The chairman shall preside at all meetings of shareholders and the board of directors, but in his absence the shareholders or the board of directors may appoint another director by a majority vote to preside at such meetings. For general meetings of shareholders and in the case no director is present, any other person may be appointed as chairman.

The board of directors from time to time may appoint officers of the Company, including a general manager, any assistant managers, assistant secretaries or other officers considered necessary for the operation and management of the Company. Any such appointment may be revoked at any time by the board of directors. Officers need not be directors or shareholders of the Company. The officers appointed, unless otherwise stipulated herein, shall have the powers and duties given to them by the board of directors.

Written notice of any meeting of the board of directors shall be given to all directors at least three days in advance of the hour set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by the consent in writing or by cable, telegram, or facsimile transmission of each director. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meetings of the board of directors by appointing in writing or by cable, telegram, or facsimile transmission another director as his proxy.

Directors may not bind the Company by their individual signature, except as specifically permitted by resolution of the board of directors.

The board of directors can deliberate or act validly only if at least fifty per cent of the directors are present or represented at a meeting of directors. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. The chairman shall have the casting vote.

Resolutions signed by all members of the board of directors will be as valid and effectual as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letters, cables, telegrams, facsimile transmission and similar means.

Any Director may participate in a meeting of the Board of Director by conference-call, video-conference or similar means of communication equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other and participating in a meeting by such means shall constitute presence in persona to such meeting.

The board of directors may delegate, under its responsibility and supervision, its powers to conduct the daily management and affairs of the Company and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose, to natural persons or corporate entities which need not be members of the board.

Art. 24. Minutes. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by the chairman, or in his absence, by the chairman pro tempore who presides at such meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by such chairman, or by the secretary, or by two directors.

Art. 25. Engagement of the Company vis-à-vis third persons. The Company shall be engaged by the signature of two members of the board of directors or by the individual signature of any duly authorised officer of the Company or by the individual signature of any other person to whom authority has been delegated by the board of directors.

Art. 26. Powers of the board of directors. The board of directors determines the general orientation of the management and of the investment policy, as well as the guidelines to be followed in the management of the Company, always in application of the principle of risk diversification.

The supervisory authority may authorise the Company to invest, in accordance with the principle of risk diversification and pursuant to the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time, up to 100 % of its net assets in different transferable securities and money market instruments.

a) The Board of Directors may in this context decide that investments by the Company shall be made, among others in:

i) transferable securities and money market instruments officially listed on a stock exchange in any one of the member States of the European Union;

ii) transferable securities and money market instruments officially listed on a stock exchange recognised in any other country in Europe, Asia, Oceania, the American continents and Africa;

iii) transferable securities and money market instruments dealt on another Regulated Market in an OECD country being FATF member should the market operate regularly and be recognised and open to the public;

iv) recently issued transferable securities and money market instruments under the reserve that the conditions of issue include an undertaking to request an admission on the official listing of a stock exchange or another Regulated Market as here above defined, such admission being secured within one year of issue;

v) any other transferable securities, money market instruments, debt instruments or other assets within the framework of the restrictions to be determined by the board of Directors in accordance with applicable law and regulations.

Within the framework of applicable regulations, the Board of Directors shall determine the restrictions to be applied in the management of the Company's assets.

Such decisions may set forth that:

The Board of Directors of the Company may decide to invest up to 100% of its net assets in various issues of transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by a member state of the European Union, its local authorities, by an OECD country being FATF member or by public international bodies of which one or more member states of the European Union are members, it being understood that if the Company intends to take advantage of the present provision it must hold securities belonging to at least six different issues, without the value of a single issue exceeding 30% of the net assets of the Company.

Such authorisation will be granted should the shareholders have a protection equivalent to that of shareholders in UCITS complying with the investment limits set forth in Luxembourg

b) The board of directors has decide that any Sub-Fund of the Company may invest in units or shares of UCITS authorised according to Directive 85/611/EEC and/or in other UCIs within the meaning of the first and second indent of Article 1 paragraph (2) of the Directive 85/611/EEC, should they be situated in a Member State of the European Union or not, provided that

(1) that no more than 10% of such Sub-Fund's net assets be invested in aggregate in units/shares of such other UCITS or other UCI;

(2) such other UCIs are authorised under laws which state that they are subject to supervision considered by the Luxembourg Supervisory Authority as equivalent as that laid down in Community legislation and that cooperation between authorities is sufficiently ensured;

(3) the level of protection offered to the unit holders/ shareholders in such other UCIs is equivalent to that provided for unit holders/ shareholders in a UCITS, and in particular that the rules on asset segregation, borrowings, lending and uncovered sales of transferable securities and money market instruments are equivalent to the requirements of Directive 85/611/EEC;

(4) the activity of the other UCI is reported in semi-annual and annual reports to enable an assessment of the assets and liabilities, income and operations over the reporting period;

(5) the UCITS or the other UCI in which each Sub-Fund of the Company intends to invest, may not, according to its constitutive documents, invest more than 10% of its net assets in aggregate, in units/shares of other UCITS or other UCIs;

c) The board of directors may create index Sub-Funds whose objective is to replicate the composition of a certain financial index which is recognised by the supervisory authority, on the following basis: the composition of the index is sufficiently diversified, the index represents an adequate benchmark for the market to which it refers, it is published in

an appropriate manner. These index Sub-Funds will benefit from the diversification limits as stated in the Luxembourg Law dated 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as may be amended from time to time.

The Company is entitled to make use of derivative instruments for hedging purposes and for efficient portfolio management. By consequences, the Company shall ensure that the global exposure relating to the use of derivative instruments in one Sub-Fund does not exceed the total net asset value of its portfolio. The risk exposure will be calculated taking into account the current value of the underlying assets, the counterparty risk, future market movements and the time available to liquidate the positions.

Art. 27. Conflict of Interest. No contract or other transaction which the Company and any other corporation or firm might enter into shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company are interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other corporation or firm.

Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any corporation or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other corporation or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

In the event that any director or officer of the Company may have any interest opposite to the Company in any transaction of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction, and such director's or officer's interest therein, shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The term «interest opposite to the Company», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving Fondo Pensione per il personale delle Aziende del Gruppo Unicredit such company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors on its discretion.

Art. 28. Indemnification of the directors. The Company shall indemnify any director or officer, and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonable incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Art. 29. Allowances to the board of directors. The general meeting of shareholders may allow the members of the board of directors, as remuneration for services rendered, a fixed annual sum, as directors' remuneration, such amount being carried as general expenses of the Company and which shall be divided at the discretion of the board of directors among themselves.

Furthermore, the members of the board of directors may be reimbursed for any expenses engaged in on behalf of the Company insofar as they are reasonable.

The remuneration of the chairman or the secretary of the board of directors as well as those of the general manager (s) and officers shall be fixed by the board.

Art. 30. Management of the Company, Investment Managers, Sub-Investment Managers, Custodian and Other contractual parties. The Company will be a self-managed Company pursuant to Article 27 of the Luxembourg Law dated 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as may be amended from time to time. The Company will enter into agreements related to central administration services and distribution services and, in respect of the investment policies of the Sub-Funds, with investment management services.

The Company may enter into one or more management or advisory agreements with any company based in Luxembourg or in a foreign country (the «Manager(s)») by virtue of which the Manager(s) shall provide the Company with advice, recommendations and management services connected with the Sub-Funds' investment policies.

The Managers may enter into investment advisory agreements with any company based in Luxembourg or in a foreign country (the «Investment Advisor») in order to be advised and assisted while managing their portfolios.

The Shareholders are informed by the Company's prospectus of the management fees paid out for the investment services carried out by the Managers and the Investment Advisors.

In addition, the Company shall enter into service agreements with other contractual parties, for example an administrative, corporate and domiciliary agent to fulfil the role of «administration centrale» as defined in the CSSF circulars.

The Company shall enter into a registrar agent agreement with a registrar agent in order, notably, to deal with the subscriptions, redemptions, and conversions orders received by the Company from investors.

The Company may also appoint one or more distributors having the power to appoint sub-distributors and/or intermediaries to offer and sell the shares of the Company to investors.

The Company shall enter into a custody agreement with a bank (hereinafter referred to as the «Custodian») which shall satisfy the requirements of the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective

investment as may be amended from time to time. All assets of the Company are to be held by or to the order of the Custodian who shall assume towards the Company and its shareholders the responsibilities provided by law.

In the event of the Custodian desiring to retire the board of directors shall use its best endeavours to find another bank to be Custodian in place of the retiring Custodian and the board of directors shall appoint such bank as Custodian. The board of directors may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor Custodian shall have been appointed in accordance with these provisions to act in the place thereof.

6. Auditor

Art. 31. Auditor. The operations of the Company and its financial situation including particularly its books shall be supervised by an auditor who shall satisfy the requirements of Luxembourg law as to respectability and professional experience and who shall perform the duties foreseen by the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time. The auditors shall be elected by the general meeting of shareholders.

7. Annual accounts

Art. 32. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on 1st January in each year and shall terminate on 31st December of the next year.

The accounts of the Company shall be expressed in EUR. In case different Sub-Funds and several classes of shares exist, such as provided in Article 7 and 8 of the present Articles of Incorporation, and if the accounts of such Sub-Funds and classes of shares are expressed in different currencies, such accounts shall be converted into EUR and added in view of determining the accounts of the Company.

Art. 33. Distribution policy. In principle, the Company does intend to distribute neither its investment income nor the net capital gains realized as the management of the Company is oriented towards capital gains. The board of directors shall therefore recommend the reinvestment of the results of the Company and as a consequence no dividend shall be paid to Shareholders.

The board of directors nevertheless reserves the right to propose the payment of a dividend at any time. Also, upon the board of director's proposal and within legal limits, the general meeting of shareholders of the classes entitled to distributions issued in the relevant Sub-Funds shall determine how the results of such classes shall be allocated and may from time to time declare or authorise the board of directors to declare distributions. Furthermore, the board of directors may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by law.

Payments of distributions to holders of registered shares shall be made to such shareholders at their addresses recorded in the register of shareholders.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place as the board of directors shall determine.

The board of directors may decide to distribute dividends in the form of new shares in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the board of directors.

In any case, no distribution of dividends may be made if, as a result, the share capital of the Company would fall below the equivalent of EUR 1,250,000.

Declared dividends not claimed within five years of the due date will lapse and revert to the relevant class of shares. The board of directors has all powers and may take all measures necessary for the implementation of this position. No interest shall be paid on a dividend declared and held by the Company at the disposal of its beneficiary. The payment of revenues shall be due for payment only if the foreign exchange regulations enable to distribute them in the country where the beneficiary lives.

8. Dissolution and Liquidation

Art. 34. Dissolution and Liquidation of the Company. The Company may at any time be dissolved by a resolution taken by the general meeting of shareholders subject to the quorum and majority requirements as defined in Article 39 hereof and in the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time.

Whenever the capital falls below two thirds of the minimum capital as provided by the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time, the board of directors has to submit the question of the dissolution of the Company to the general meeting of shareholders. The general meeting for which no quorum shall be required shall decide on simple majority of the votes of the shares presented at the meeting.

The question of the dissolution and of the liquidation of the Company shall also be referred to the general meeting of shareholders whenever the capital fall below one quarter of the minimum capital as provided by the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment, as may be amended from time to time. In such event the general meeting shall be held without quorum requirements and the dissolution or the liquidation may be decided by the shareholders holding one quarter of the votes present or represented at that meeting.

The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two thirds or one quarter of the legal minimum as the case may be.

The issue of new shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the general shareholders' meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be natural persons or legal entities) named by the meeting of shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The appointed liquidator(s) shall realise the assets of the Company, subject to the supervision of the relevant supervisory authority in the best interest of the shareholders.

The proceeds of the liquidation of each Sub-Fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each class in accordance with their respective rights.

The amounts not claimed by shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg law, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

Art. 35. Termination of Sub-Funds or Classes of shares. The Board of Directors may decide at any moment of the termination of any Sub-Fund or Class of Shares. In the case of termination of a Sub-Fund or Class, the Board of Directors may offer to the Shareholders of such Sub-fund or Class the conversion (if not prohibited) of their Shares into Shares of another Sub-Fund or Class, under the terms fixed by the Board of Directors.

In the event that for any reason the value of the net assets in any Sub-Fund or Class of shares has decreased to an amount determined by the board of directors from time to time to be the minimum level for such Sub-Fund or Class of shares to be operated in an economically efficient manner, or if a change in the economic or political situation would have material adverse consequences on the Company's investments, the directors may decide (i) to compulsorily redeem all the shares of the relevant Sub-Fund or Classes at the net asset value per share, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and calculated on the valuation day at which such decision shall take effect or (ii) to offer to the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class the conversion (if not prohibited) of their shares into shares of another Sub-Fund or Class.

The Company shall serve a notice to the shareholders of the relevant Sub-Fund or Class of shares prior to the effective date of the compulsory redemption, which will indicate the reasons for and the procedure of the redemption operations. Registered shareholders will be notified in writing. Unless it is otherwise decided in the interests of, or to maintain equal treatment between, the shareholders, the shareholders of the Sub-Fund or Class concerned may continue to request redemption or conversion of their shares free of charge, taking into account actual realisation prices of investments and realisation expenses and prior to the date effective for the compulsory redemption.

Assets which may not be distributed to their owners upon the implementation of the redemption will be deposited with the Custodian of the Company for a period of six months thereafter; after such period, the assets will be deposited with the Caisse de Consignation on behalf of the persons entitled thereto.

All redeemed shares will be cancelled in the books of the Company.

Art. 36. Merger of Sub-Funds or Classes of shares. Under the same circumstances as provided in the Article 35, the Board of Directors may decide to merge two or more Sub-Funds of the Company as well as merge one or more Sub-Funds of the Company into another Luxembourg fund regulated by Part I of the Luxembourg Law dated 20 December 2002 on Undertakings for Collective Investment as may be amended from time to time. Prior notice will be given to shareholders of the Sub-Fund being merged. Also, the Board of Directors may decide to merge two or more Classes of shares of the Company within the same Sub-Fund. Prior notice will be given to shareholders of the relevant Classes of shares.

Shareholders not wishing to participate in the merger may request the redemption of their shares during a period of at least one month following publication of the notice. The redemption shall be effected free of redemption charges, as the applicable net asset value determined on the day such instructions are deemed to have been received.

Art. 37. Division of Sub-Funds. The Board of Directors may decide, under the same circumstances as provided under Article 35, subject as provided under the preceding paragraph, at any moment to divide any Sub-Fund. In the case of division of Sub-Funds, the existing shareholders of the respective Sub-Funds have the right to require, within one month of notification and enforcement of such event, the redemption by the Company of their shares without redemption costs.

Any request for subscription, redemption and conversion shall be suspended as from the moment of the announcement of the division of the relevant Sub-Fund.

Art. 38. Expenses borne by the Company. The Company bears its initial incorporation costs, including the costs of drawing up and printing the prospectus, simplified prospectuses, notary public fees, the filing costs with administrative and stock exchange authorities, the costs of printing the certificates and any other costs pertaining to the establishment and launching of the Company.

The costs are amortised on a period not exceeding the five first accounting years.

The Company bears all its running costs as foreseen in Article 12 hereof.

Art. 39. Amendment of the Articles of Incorporation. These Articles of Incorporation may be amended from time to time, by a meeting of shareholders, subject to the quorum and majority voting requirements provided by the laws of Luxembourg.

Any amendment of the terms and conditions of the Company which has as an effect a decrease of the rights or guarantees of the shareholders or which imposes on them additional costs, shall only come into force after a period of one month starting at the date of the approbation of the amendment by the general shareholders' meeting. During this month, the shareholders may continue to request the redemption of their shares under the conditions in force before the relevant amendment.

Art. 40. Applicable Law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law dated 10 August 1915 as amended from time to time on commercial companies and the Luxembourg law dated 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment as may be amended from time to time.

There being no further business on the agenda, the meeting closes.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, known to the notary by their surnames, given names, civil status and residences, the members of the Bureau signed together with the notary the present deed.

Signé: B. POUJOL, M. BECKER, A. HECKLEN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 31 janvier 2011. Relation: EAC/2011/1405. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011017053/779.

(110020104) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 129.344.

Merci de bien vouloir noter:

- que depuis le 30 juin 2008, le siège social de FIL (Luxembourg) S.A. (anciennement Fidelity Investments Luxembourg S.A.), gérant personne morale de la Société, est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg;
- que M. Marc Wathelet et M. Claude Hellers, gérants personnes physiques de la Société, sont domiciliés professionnellement depuis le 30 juin 2008 au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Fidelity International Real Estate Company 2

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011019531/17.

(110023102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 2, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 129.344.

Merci de bien vouloir noter que le code postal de la Société ainsi que celui de l'associé unique est le L-1021 de sorte que l'adresse doit se lire de la sorte: 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Real Estate Fund Company 2
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011025528/14.

(110031268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 130.398.

Merci de bien vouloir noter:

- que depuis le 30 juin 2008, le siège social de FIL (Luxembourg) S.A. (anciennement Fidelity Investments Luxembourg S.A.), gérant personne morale de la Société, est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg;
- que l'orthographe correcte du nom de M. Gandhi, gérant de la Société, est Nishith Suresh Gandhi.
- que M Nishith Suresh Gandhi et M. Claude Hellers, gérants personnes physiques de la Société, sont domiciliés professionnellement depuis le 30 juin 2008 au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Real Estate Fund Company 3
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011019532/18.

(110023760) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 3, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 130.398.

Merci de bien vouloir noter que le code postal de la Société ainsi que celui de l'associé unique est le L-1021 de sorte que l'adresse doive se lire de la sorte: 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Estate Fund Company 3
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011026219/14.

(110031269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 4, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.794.

Merci de bien vouloir noter:

- que depuis le 30 juin 2008, le siège social de FIL (Luxembourg) S.A. (anciennement Fidelity Investments Luxembourg S.A.), gérant personne morale de la Société, est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg;
- que l'orthographe correcte du nom de M. Gandhi, gérant de la Société, est Nishith Suresh Gandhi.
- que M Nishith Suresh Gandhi et M. Claude Hellers, gérants personnes physiques de la Société, sont domiciliés professionnellement depuis le 30 juin 2008 au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Real Estate Fund Company 4
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011019533/18.

(110023761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 4, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.794.

Merci de bien vouloir noter que le code postal de la Société ainsi que celui de l'associé unique est le L-1021 de sorte que l'adresse doit se lire de la sorte: 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Real Estate Fund Company 4
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011026220/14.

(110031270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 5, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.795.

Merci de bien vouloir noter:

- que depuis le 30 juin 2008, le siège social de FIL (Luxembourg) S.A. (anciennement Fidelity Investments Luxembourg S.A.), gérant personne morale de la Société, est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg;
- que l'orthographe correcte du nom de M. Gandhi, gérant de la Société, est Nishith Suresh Gandhi.
- que M Nishith Suresh Gandhi, M. Marc Wathelet et M. Claude Hellers, gérants personnes physiques de la Société, sont domiciliés professionnellement depuis le 30 juin 2008 au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Real Estate Fund Company 5
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011020215/18.

(110024292) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 5, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.795.

Merci de bien vouloir noter que le code postal de la Société ainsi que celui de l'associé unique est le L-1021 de sorte que l'adresse doit se lire de la sorte: 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE
Fidelity International Real Estate Fund Company 5
Signature
Un Mandataire

Référence de publication: 2011026221/14.

(110031271) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 6, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.796.

Merci de bien vouloir noter:

- que depuis le 30 juin 2008, le siège social de FIL (Luxembourg) S.A. (anciennement Fidelity Investments Luxembourg S.A.), gérant personne morale de la Société, est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg;
- que l'orthographe correcte du nom de M. Gandhi, gérant de la Société, est Nishith Suresh Gandhi.
- que M Nishith Suresh Gandhi et M. Claude Hellers, gérants personnes physiques de la Société, sont domiciliés professionnellement depuis le 30 juin 2008 au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Fidelity International Real Estate Fund Company 6

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011020216/18.

(110024293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 6, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.796.

Merci de bien vouloir noter que le code postal de la Société ainsi que celui de l'associé unique est le L-1021 de sorte que l'adresse doive se lire de la sorte: 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Fidelity International Real Estate Fund Company 6

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011026222/14.

(110031272) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 7, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 15.000,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.797.

Merci de bien vouloir noter:

- que depuis le 30 juin 2008, le siège social de FIL (Luxembourg) S.A. (anciennement Fidelity Investments Luxembourg S.A.), gérant personne morale de la Société, est situé au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg;
- que l'orthographe correcte du nom de M. Gandhi, gérant de la Société, est Nishith Suresh Gandhi.
- que M Nishith Suresh Gandhi et M. Claude Hellers, gérants personnes physiques de la Société, sont domiciliés professionnellement depuis le 30 juin 2008 au 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Fidelity International Real Estate Fund Company 7

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011020217/18.

(110024294) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2011.

Fidelity International Real Estate Fund Company 7, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2A, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 131.797.

Merci de bien vouloir noter que le code postal de la Société ainsi que celui de l'associé unique est le L-1021 de sorte que l'adresse doit se lire de la sorte: 2a, rue Albert Borschette, L-1021 Luxembourg

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

Fidelity International Real Estate Fund Company 7

Signature

Un Mandataire

Référence de publication: 2011026223/14.

(110031273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 février 2011.

ArcelorMittal Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 6.990.

Immobilière SCHLASSGOART (Groupe ARBED), Société en nom collectif.

Siège social: L-2930 Luxembourg, 19, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 38.611.

L'an deux mille onze, le dix-sept février.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Madame Bérange POIRIER, Legal Counsel, avec adresse professionnelle au 19, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg,

agissant en sa qualité de mandataire spécial des conseils d'administration de:

I.- la société «ArcelorMittal Luxembourg», société anonyme, ayant son siège social au 19, avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, ci-après dénommée la «Société», inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 6990, constituée originellement sous la dénomination d'ARBED suivant acte notarié du 5 juillet 1882, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, du 28 juillet 1882. Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois, suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 28 mars 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1074 du 30 juin 2008,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 16 février 2011.

II.- la société «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED) société en nom collectif, ayant son siège social au 19 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 38611, (ci-après: «la Société»), constituée suivant acte notarié du 19 novembre 1991, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 174 du 30 avril 1992 et dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte sous seing privé en date du 17 juin 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 913 du 1^{er} décembre 1999,

en vertu des pouvoirs lui conférés aux termes d'une résolution dudit conseil d'administration, prise lors de sa réunion du 15 février 2011.

Des copies certifiées des procès-verbaux ou des extraits des résolutions prises des conseils d'administration des deux sociétés, signées «ne varietur» par la personne comparante et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Ladite personne comparante, agissant en sa qualité prémentionnée, a requis le notaire instrumentant d'acter le projet de fusion plus amplement spécifiée ci-après:

PROJET DE FUSION

A. Description des sociétés à fusionner

La société anonyme «ArcelorMittal Luxembourg», la société absorbante, ayant son siège social à 19, Avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, sous le numéro B 6990;

La société en nom collectif «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED)», la société absorbée, ayant son siège social à 19, Avenue de la Liberté, L-2930 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg, sous le numéro B 38611,

B. Modalités de la fusion

1. La société en nom collectif «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED)» entend fusionner avec la société anonyme «ArcelorMittal Luxembourg». La fusion sera réalisée par voie d'absorption de «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED)», la société absorbée, par «ArcelorMittal Luxembourg», la société absorbante.

2. La société absorbante est titulaire de la totalité des parts représentant l'intégralité du capital et détient la totalité des droits de vote de la société absorbée.

3. Les sociétés fusionnantes n'ont émis ni actions/parts conférant des droits spéciaux, ni titres autres que des actions/parts.

4. La société absorbante absorbera la société absorbée aux termes d'une fusion conformément aux articles 278 à 283 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite.

5. A partir du 1^{er} avril 2011, toutes les opérations de la société absorbée, la société «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED)» sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour le compte de la société absorbante «ArcelorMittal Luxembourg».

6. Aucun avantage particulier n'est conféré aux membres des organes de gestion et de contrôle des sociétés qui fusionnent.

7. La fusion entraînera de plein droit, à partir de sa prise d'effet, la transmission universelle tant entre les sociétés fusionnantes qu'à l'égard de tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société absorbée à la société absorbante.

8. Il est signalé que le patrimoine de la société absorbée comprend les parcelles suivantes:

commune d'Esch-sur-Alzette, section A d'Esch-Nord

numéro 885/17833, lieu-dit «Rue de Luxembourg», place (occupée), garage, contenant 16 ares 48 centiares et comprenant une place avec garage;

numéro 888/16402, lieu-dit «Rue de Luxembourg», contenant 02 hectares 60 ares 66 centiares et comprenant un bâtiment de bureau (anciennement bâtiment AMOB), un bâtiment de recherches (anciennement bâtiment PARE) et l'atelier des essais mécaniques;

numéro 890/16404, lieu-dit «IN DER KAEFTGEN», place, contenant 79 ares 79 centiares, étant une place servant de parking public;

numéro 901/16525, lieu-dit «Rue de la Fontaine», contenant 36 ares 91 centiares et comprenant un bâtiment de bureau (anciennement caisse de maladie), un poste de garde et des emplacements de parking couverts.

numéro 3152/17772, lieu-dit «Rue de Luxembourg», place (occupée), serre, contenant 05 ares 42 centiares et comprenant une serre;

numéro 3171/17757, lieu-dit «ARBED USINE D'ESCH», place (occupée), bâtiment non défini, contenant 06 hectares 87 ares 45 centiares et comprenant deux bâtiments de bureau (anciennement les bâtiments de direction et des travaux neufs), un bâtiment de bureau avec atelier (anciennement le laboratoire) et le bâtiment ACTI (anciennement centre informatique et par après lycée).

Titre de propriété

Les numéros cadastraux 888/16402 et 890/16404 ont été apportés par la société anonyme «ARBED» (actuellement dénommée «ArcelorMittal Luxembourg») lors de la constitution de la société «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED)» aux termes d'un acte reçu par Maître Reginald NEUMAN, prénommé, le 19 novembre 1991, publié au Mémorial C numéro 174 du 30 avril 1992 et transcrit au deuxième bureau des Hypothèques à Luxembourg, le 3 décembre 1991, volume 864, numéro 41.

Les numéros cadastraux 885/17833, 901/16525, 3152/17772, 3171/17757 ont été apportés par la société anonyme «ARBED» (actuellement dénommée «ArcelorMittal Luxembourg») lors d'une augmentation de capital de la société «Immobilière SCHLASSGOART (groupe ARBED)» aux termes d'une assemblée générale extraordinaire dont le procès-verbal a été reçu par Maître Reginald NEUMAN, alors notaire de résidence à Luxembourg, le 30 décembre 1992, publié au Mémorial C numéro 152 du 8 avril 1993 et transcrit au deuxième bureau des Hypothèques à Luxembourg, le 30 janvier 1993, volume 916, numéro 60.

Charges et Conditions

Le transfert desdits immeubles à la société absorbante est fait aux CHARGES et CONDITIONS suivantes:

- L'entrée en jouissance des immeubles aura lieu le jour de la prise d'effet de la fusion sous réserve de ce qui est dit au présent acte du point de vue comptable.

- La société absorbante prendra les immeubles tels et ainsi qu'ils appartiennent à la société absorbée et dans l'état où les immeubles se trouvent actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou non apparentes, continues ou discontinues y attachées le cas échéant, sans aucune garantie de la part de la partie venderesse de la dési-

gnation et de la contenance indiquées, le plus ou le moins même dépassant le vingtième, étant au profit ou à la perte de l'acquéreur.

Servitudes

Lors de la prédite assemblée générale du 31 décembre 1992, diverses servitudes avaient été créées à charge, respectivement au profit des immeubles apportés et au profit, respectivement à charge des terrains avoisinants restant la propriété de la société anonyme «ARBED» (actuellement dénommée «ArcelorMittal Luxembourg»).

Aux termes de la fusion, objet des présentes, la parties des fonds servants, respectivement dominants concernés par les présentes appartiendront à la société anonyme «ArcelorMittal Luxembourg», également propriétaires des fonds dominants, respectivement servants de sorte qu'il y aura confusion. En conséquence, lesdites servitudes s'éteindront conformément à l'article 705 du Code Civil.

- Les immeubles sont transférés dans leur état actuel, y compris les immeubles par destination.
- Toutes les contributions et tous les impôts de l'Etat ou de la Commune généralement quelconques pouvant grever les immeubles transférés sont à charge de la société absorbante à partir de l'entrée en jouissance.
- La société absorbante s'engage à respecter tous les baux, soit écrits, soit oraux.
- La société absorbante s'engage également à reprendre à sa charge les éventuelles dettes et charges hypothécaires, privilégiées et résolutoires.
- Le transfert des droits réels n'étant opposable aux tiers que dans les conditions prévues par les lois spéciales qui régissent ces opérations, il y aura lieu d'accomplir les formalités requises auprès du Bureau de la Conservation des Hypothèques compétent en respectant les délais légaux.

9. Tous les actionnaires de la société absorbante ont le droit, durant un (1) mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, de prendre connaissance des documents indiqués à l'article 267 paragraphe (1) a), b) et c) de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite.

Ils auront le droit d'obtenir copie desdits documents, sans frais et sur simple demande.

10. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins cinq pour cent (5%) des actions du capital souscrit ont le droit de requérir pendant le délai d'un (1) mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial C, la convocation d'une assemblée générale de la société absorbante appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

11. Sous réserve des droits des actionnaires de la société absorbante prévus aux points 10 et 11, ci-avant, la fusion deviendra effective après expiration du délai d'un (1) mois suivant la publication du présent projet de fusion au Mémorial C (ci-après, la «Date Effective») et entraînera de plein droit et simultanément les effets prévus à l'article 274 [exception faite du point b) du paragraphe (1)] de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée par la suite.

12. Les livres et documents de la société absorbée seront conservés pendant la durée de cinq ans au siège de la société absorbante.

13. Les mandats des membres du conseil de gérance de la société absorbée prendront fin à la Date Effective. Décharge leur sera donnée pour l'exercice de leurs mandats durant la période allant du 1^{er} janvier 2011 à la Date effective, par l'assemblée générale annuelle de la société absorbante qui se tiendra en 2012.

Les mandats des administrateurs et du réviseur d'entreprises de la société absorbante ne seront pas affectés par la fusion.

14. Le coût de l'opération de fusion sera supporté par la société absorbante.

15. La société absorbante procédera à toutes les formalités nécessaires et utiles pour donner effet à la fusion ainsi que pour réaliser le transfert de tous les avoirs et obligations de la société absorbée à la société absorbante.

Conformément à l'article 271 de la loi précitée du 10 août 1915, telle que modifiée, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et atteste l'existence et la légalité des actes et formalités incombant aux sociétés fusionnantes et du présent projet de fusion.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la personne comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, cette dernière a signé le présent acte avec le notaire instrumentant.

Signé: B. POIRIER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 18 février 2011. Relation: EAC/2011/2278. Reçu soixante-quinze Euros (75.-EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Belvaux, le 18 FEV. 2011.

Jean-Joseph WAGNER.

Référence de publication: 2011025231/152.

(110030617) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 février 2011.

**PBO, Société d'Investissement à Capital Variable,
(anc. Accessio).**

Siège social: L-5365 Munsbach, 1B, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 122.190.

Im Jahre zweitausendundelf, am achtzehnten Januar.

Vor dem unterzeichnenden Notar Henri HELLINCKX, mit Amtswohnsitz in Luxemburg,

sind die Aktionäre der Investmentgesellschaft ACCESSIO, mit Sitz in Munsbach, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg unter der Nummer RCS B 122190, zu einer außerordentlichen Generalversammlung zusammengetreten.

Die Gesellschaft ACCESSIO wurde gegründet gemäss notarieller Urkunde des unterzeichneten Notars vom 6. Dezember 2006, veröffentlicht im Mémorial, Recueil Spécial C, Nummer 2419 vom 28. Dezember 2006.

Die außerordentliche Generalversammlung wurde eröffnet unter dem Vorsitz von Frau Anja RICHTER, Privatangesetzte, beruflich ansässig in Munsbach.

Die Vorsitzende beruft Frau Andrea RAU, Privatangestellte, beruflich ansässig in Munsbach, zur Schriftführerin,

Die Versammlung bestellt Herrn Alexander GROPENGIESSER, Privatangestellter, beruflich ansässig in Munsbach, zum Stimmzähler,

die zusammen mit dem Vorsitzenden den Verwaltungsvorstand bilden.

Die Vorsitzende stellt unter Zustimmung der Versammlung folgendes fest:

I.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

Namensänderung der Investmentgesellschaft in „PBO“.

II.- Die Aktionäre sowie deren bevollmächtigte Vertreter sind unter Angabe des Namens, Vornamens, des Datums der Vollmachten sowie der Stückzahl der vertretenen Aktien auf der Anwesenheitsliste mit ihren Unterschriften eingetragen.

Die Anwesenheitsliste wird durch den Vorsitzenden abgeschlossen und durch den Verwaltungsvorstand gezeichnet.

Die Stimmrechtsvollmachten bleiben dem Verwaltungsprotokoll als Anlage beigefügt.

III.- Die förmliche Einberufung (Veröffentlichungen) zu dieser Sitzung erfolgte jeweils am:

- 28. Dezember 2010 und am 7. Januar 2011 im Mémorial, im Tageblatt, in der Börsenzeitung und im Bundesanzeiger.

IV.- Aus der Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den 110.304 sich im Umlauf befindenden Aktien, 55.599 Aktien auf dieser außerordentlichen Generalversammlung vertreten sind, welche somit beschlussfähig ist und rechtsgültig über die Tagesordnung abstimmen kann.

V.- Die Vorsitzende teilt der Versammlung noch mit, dass der neue Strassenname des Sitzes rue Gabriel Lippmann lautet und die Adresse des Gesellschaftssitzes somit wie folgt lautet: 1B, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach.

Alsdann fasst die Generalversammlung einstimmig folgende Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Generalversammlung beschliesst den Namen der Gesellschaft in „PBO“ abzuändern.

Zweiter Beschluss

Infolge des vorhergehenden Beschlusses, wird Artikel 1 der Satzung wie folgt abgeändert:

„ **Art. 1. Name.** Zwischen den gegenwärtigen Zeichnern von Aktien und den nachfolgenden Eigentümern zukünftig auszugebender Aktien besteht eine Aktiengesellschaft in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital (société d'investissement à capital variable) (SICAV) unter dem Namen „PBO“.“

Worüber Urkunde, Aufgenommen in Munsbach, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Erschienenen, haben dieselben mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. RICHTER, A. RAU, A. GROPENGIESSER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 26 janvier 2011. Relation: LAC/2011/4241. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxembourg, den 15. Februar 2011.

Référence de publication: 2011022902/52.

(110027614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2011.

Tuscany Rig Leasing S.A., Société Anonyme.

Capital social: USD 40.637,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.

R.C.S. Luxembourg B 154.366.

In the year two thousand and ten, on the twenty-first of December.

Before Us Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach, Grand Duchy of Luxembourg.

Is held an Extraordinary General Meeting of the sole shareholder of Tuscany Rig Leasing S.A. (hereinafter referred to as the "Corporation"), a Luxembourg "société anonyme", with registered office at 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Company Register under number B 154.366. The Corporation was incorporated by virtue of a deed of the undersigned notary dated on July 15th, 2010, published in the Memorial C, "Recueil des Sociétés et Associations", number 1779 of August 31th, 2010.

The meeting is chaired by Ms. Claudine Schoellen, employee, residing in Berbourg.

The chairman appointed as secretary and the meeting elected as scrutineer Ms. Peggy Simon, residing in Berdorf.

The chairman declared and requested the notary to act.

I. That the sole shareholder present or represented and the number of its shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxy will be registered with this minute.

II. As appears from the said attendance list, all the shares in circulation representing the entire share capital of the Corporation, presently fixed at forty thousand, six hundred and thirty-seven U.S. Dollars (USD 40,637.-) are present or represented at the present general meeting so that the meeting can validly decide on all the items of its agenda.

III. That the agenda of the meeting is the following:

1. Corporate capital increase to the extent of three thousand U.S. Dollars (USD 3,000.-) by the issue of three thousand (3,000) new shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each, vested with the same new rights and obligations as the existing shares.

2. Subscription and full payment by the sole shareholder of the Corporation, i.e., Tuscany International Drilling Inc., a company incorporated and governed by the laws of Canada, having its registered address at Suite 2500, 450 - 1st Street S.W., Calgary, Alberta, Canada, T2P 5H1, of all the new issued shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) per share and have them fully paid up in nominal value by a contribution in cash for a total amount of three thousand U.S. Dollars (USD 3,000.-).

3. Subsequent amendment of article the 6.1. of the Corporation's articles of incorporation.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting resolved to increase the corporate capital to the extent of three thousand U.S. Dollars (USD 3,000.-) in order to raise it from its present amount of forty thousand, six hundred and thirty-seven U.S. Dollars (USD 40,637.-) to forty-three thousand, six hundred and thirty-seven U.S. Dollars (USD 43,637.-) by the issue of three thousand (3,000) new shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each, vested with the same rights and obligations as the existing shares.

Second resolution

Subscription - Payment

The meeting resolved to acknowledge the subscription by Tuscany International Drilling Inc., prenamed, of all the three thousand (3,000) new shares by contribution in cash in the total value of three thousand U.S. Dollars (USD 3,000.-), so that, from now on, the Corporation has at its free and entire disposal this amount, as was certified to the undersigned notary.

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the meeting decides to amend the article 6.1. of the Corporation's articles of incorporation to give it henceforth the following wording:

"The corporate capital is set at forty-three thousand, six hundred and thirty-seven U.S. Dollars (USD 43,637.-) represented by forty-three thousand, six hundred and thirty-seven (43,637) shares with a nominal value of one U.S. Dollar (USD 1.-) each."

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof, the present notarized deed was drawn up in Echternach, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their Surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing persons and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède.

L'an deux mille dix, le vingt-et-un décembre.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire de l'actionnaire unique de la société anonyme Tuscany Rig Leasing S.A. (ci-après la «Société»), ayant son siège social au 560A, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.366. La Société fut constituée suivant acte du notaire soussigné reçu en date du 15 juillet 2010, publié au Mémorial C, "Recueil des Sociétés et Associations" n° 1779 du 31 août 2010.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Claudine Schoellen, employée, demeurant à Berbourg.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Peggy Simon, employée, demeurant à Berdorf.

La présidente déclare et prie le notaire d'acter.

I. Que l'actionnaire présent ou représenté et le nombre d'actions qu'il détient sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence, ainsi que la procuration, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II. Qu'il appert de cette liste de présence que la totalité des actions en circulation, représentant l'intégralité du capital social actuellement fixé à quarante mille, six cent trente-sept Dollars américains (USD 40.637,-) sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à son ordre du jour.

III. Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1. Augmentation du capital social de la Société à concurrence de trois mille Dollars américains (USD 3.000,-) par la création et l'émission de trois mille (3.000) nouvelles actions d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

2. Souscription et libération intégrale par l'actionnaire unique de la Société, à savoir Tuscany International Drilling Inc., une société gouvernée par les lois du Canada, ayant son siège social au Suite 2500, 450 - 1st Street S.W., Calgary, Alberta, Canada, T2P 5H1, de la totalité des nouvelles actions ordinaires émises d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune, par apport en numéraire pour un montant total de trois mille Dollars américains (USD 3.000,-).

3. Modification afférente de l'article 6.1. des statuts de la Société.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société à concurrence de trois mille Dollars américains (USD 3.000,-) en vue de le porter de son montant actuel de quarante mille, six cent trente-sept Dollars américains (USD 40.637,-) à quarante-trois mille, six cent trente-sept Dollars américains (USD 43.637,-) par la création et l'émission de trois mille (3.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune, ayant les mêmes droits et obligations que les actions existantes.

Deuxième résolution Souscription - Paiement

L'assemblée décide d'accepter la souscription par Tuscany International Drilling Inc., prénommé, de la totalité des trois mille (3.000) nouvelles actions ordinaires par apport en numéraire pour un montant total de trois mille Dollars américains (USD 3.000,-), de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition cette somme ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Troisième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 6.1. des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à quarante-trois mille, six cent trente-sept Dollars américains (USD 43.637,-) représenté par quarante-trois mille, six cent trente-sept (43.637) actions d'une valeur nominale d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Echternach, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: P. SIMON, C. SCHOELLEN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 22 décembre 2010. Relation: ECH/2010/1995. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 31 décembre 2010.

Référence de publication: 2011000918/119.

(100204026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 janvier 2011.

Smart-Invest, Fonds Commun de Placement.

Die Axxion S.A., H.R. Luxembourg B 82 112, hat als Verwaltungsgesellschaft des Umbrellafonds „smart-invest“ (Organismus für gemeinsame Anlagen), der den Bestimmungen des Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 über die Organismen für gemeinsame Anlagen unterliegt, mit Zustimmung der Banque de Luxembourg S.A., Luxembourg, als dessen Depotbank beschlossen, das Sonderreglement des Teilfonds „HELIOS AR“ mit Wirkung zum 25.01.2011 zu ändern.

Das Sonderreglement wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 25. Januar 2011.

Axxion S.A. / Banque de Luxembourg S.A.

Unterschriften

Verwaltungsgesellschaft / Depotbank

Référence de publication: 2011019278/16.

(110022714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 février 2011.

Difter SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 135.744.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

DIFTER SA

Société Anonyme

Claude SCHMITZ / Thierry FLEMING

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2011013543/13.

(110015811) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Elite Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 139.097.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011013555/10.

(110015629) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Ernst & Young Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-5365 Munsbach, 7, Parc d'Activité Syrdall.

R.C.S. Luxembourg B 88.019.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 janvier 2011.

Référence de publication: 2011013557/10.

(110015841) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Esther Eight S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.880.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011013558/10.

(110015667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Esther Eleven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011013559/10.

(110015668) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Bienne SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 11A, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 142.223.

Les comptes annuels au 30 juin 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BIENNE S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2011013506/11.

(110016128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Britanica Asset Management SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9522 Wiltz, 21, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 107.480.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Britanica Asset Management S.A.

Signature

Référence de publication: 2011013512/11.

(110016371) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Esther Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.876.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011013562/10.

(110015671) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Esther Fourteen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.886.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011013563/10.

(110015672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 janvier 2011.

Lotus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, avenue du Dix Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 27.692.

Extrait de l'assemblée générale extraordinaire du 15 décembre 2010:

Les actionnaires ont décidé à l'unanimité de transférer le siège de la société au 111, avenue du X Septembre L-2551 Luxembourg.

Les actionnaires ont accepté les démissions suivantes:

Administrateurs

- M. Marc JONES, demeurant au 122, Bd de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg
- Mme Simone FEHLEN, demeurant à Senningerberg
- Mme Madeleine - Charlotte JONES, demeurant au 122, Bd de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg

Administrateur-délégué

- M. Marc JONES, demeurant au 122, Bd de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg

Commissaire

- Mme Suzette MERES, demeurant au Luxembourg

En remplacement de ces mandats, les actionnaires ont décidé de renommer:

En tant qu'administrateur

- M. Marcel Goeres, demeurant au 111 avenue du X septembre L-2551 Luxembourg,
- M. Guy Goeres, demeurant au 111 avenue du X septembre L-2551 Luxembourg,
- M. Jerry Maes, demeurant au B-6720 Habay-la-Neuve, 39, rue de Neufchâteau.

En tant que commissaire

- PKF Abax Audit Sàrl, ayant son siège social au 6, Place de Nancy L-2212 Luxembourg.

Les mandats des nouveaux administrateurs et du commissaire prendront fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 janvier 2011.

Pour la société

Référence de publication: 2011009274/31.

(110010382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 janvier 2011.